

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2288 - 8 juin 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Avec Lutte Ouvrière

Mettre

à l'ordre du jour

les exigences

des travailleurs



SOMMAIRE

Élections législatives

- p. 4-5 ■ 551 candidats de Lutte Ouvrière
- Profession de foi
 - Réunions publiques des candidats

Leur société

- p. 6 ■ Éducation nationale
- Suppression massive de postes à la rentrée
 - Formation des enseignants
 - Affaire Kerviel
- p. 7 ■ Paradis fiscaux
- La délinquance au faciès

Dans le monde

- p. 8-9 ■ Grande-Bretagne : le jubilé et l'austérité
- Italie : les tremblements de terre en Émilie
 - Europe : crise de la zone euro
 - L'Espagne et la crise
 - Égypte : procès moubarak
- p. 16 ■ Rwanda
- Guadeloupe

Il y a 50 ans

- p. 10 ■ La révolte des ouvriers de Novotcherkasska

Dans les entreprises

- p. 11 ■ Sevelnord - Hordain
- Fremarc - Douai
 - Faurecia - Nièvre
- p. 12 ■ La direction continue à jouer avec la peau des cheminots
- Liquidation de Novatrans
 - Travaux sur le sillon alpin
- p. 13 ■ Groupe Doux
- Air-France
 - Roto 93
- p. 14 ■ Nestlé - Caudry (Nord)
- Meryl fiber - banlieue d'Arras
 - Technicolor - Angers
 - Gascogne - Dax
- p. 15 ■ Microelectronics
- Camiva
 - TFN
 - Castel Régina

• Le chômage continue d'augmenter

Une guerre du patronat contre les travailleurs

Les chiffres officiels viennent de montrer que le chômage a encore augmenté en avril. 4,3 millions de personnes n'auraient aucun emploi ou un emploi à temps partiel. Mais le nombre de chômeurs risque fort d'augmenter encore dans les semaines et mois à venir, car un grand nombre de suppressions d'emplois sont prévues sous diverses formes : plans de licenciements, fermetures pures et simples, départs dits volontaires.

D'après la CGT, le nombre d'emplois menacés se monterait dans tout le pays à 90 000. Tous les grands groupes de tous les secteurs sont concernés : le groupe PSA avec la fermeture de l'usine d'Aulnay dans la région parisienne, General Motors à Strasbourg, Arcelor-Mittal à Florange, Freescale à Toulouse, Petroplus à Petit-Couronne, Carrefour, Nestlé, Areva, Air France, Doux et

milliers de suppressions d'emplois. Selon *La Tribune*, Groupama « ne pourra échapper au plan social ». Des menaces pèsent aussi sur l'emploi dans des secteurs comme les services à la personne ou le secteur associatif, d'après la CFDT.

Quand il s'agit de PSA, de la BNP, de la Société générale ou d'Areva, ce sont de très grands groupes industriels ou bancaires, ou des filiales ou des sous-traitants de ces grands groupes qui, durant ces dernières années, ont affiché d'importants bénéfices.

C'est la crise, dit-on pour tenter de convaincre les salariés qu'il faudrait accepter ces hémorragies d'emplois, car on ne pourrait rien y faire. Mais cette crise est due au fonctionnement même du capitalisme, et ceux qui le dirigent, les actionnaires des grands groupes, récupèrent sur le dos des travailleurs ce que le marché ne peut

Fête de Lutte Ouvrière Bourges

Samedi 23 juin de 14 h 30 à minuit
Salle des fêtes de Vignoux-sous-les-Aix

plus leur donner. Le patronat intensifie ainsi la guerre qu'il mène depuis des années contre les travailleurs, pour augmenter ses profits coûte que coûte.

Le gouvernement déclare la main sur le cœur qu'il se préoccupe du problème et qu'il va réunir les syndicats pour discuter. Michel Sapin, le nouveau ministre du Travail, annonce qu'il prévoit « d'étudier chaque dossier au cas par cas ». Mais ce n'est pas cela qui mettra fin à l'hémorragie d'emplois. Face à la catastrophe, il faut imposer au patronat des mesures draconiennes. La première mesure serait d'interdire tous les licenciements. Il faut s'en prendre aux profits de ces grands groupes et imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Mais cela, seuls les travailleurs pourront l'imposer.

Aline RETESSE



Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Pour affirmer les exigences des travailleurs Votez Lutte Ouvrière

Campagne électorale oblige, face à une droite en débandade, la gauche se lance dans des annonces symboliques.

Cette semaine, c'est Cécile Duflot, la ministre du Logement, qui annonce un décret interdisant l'augmentation des loyers lors des changements de locataires. C'est le moment en effet dont profitent les propriétaires pour louer plus cher.

Résultat: à Paris, par exemple, les loyers ont augmenté de 50 % en dix ans, presque autant en banlieue et dans nombre de grandes villes. Hausse de prix d'autant plus injuste que les logements les plus petits changent plus souvent de locataires et que ceux qui ont les revenus les plus modestes doivent supporter les augmentations les plus fortes. Le loyer d'un deux-pièces parisien est souvent supérieur au smic!

La mesure annoncée par Duflot est fort modeste. Seules des augmentations arbitraires à la relocation seraient interdites. Les loyers ne seront pas bloqués, les propriétaires pourront toujours procéder à des augmentations répercutant l'inflation.

L'annonce a quand même déchaîné l'indignation des représentants des propriétaires. L'idée même qu'on puisse prendre une mesure contraignante leur donne des boutons. Et de menacer d'un recul des investissements dans le logement. Le président de la fédération de l'immobilier propose: «*En échange d'avantages fiscaux, les propriétaires s'engageraient à louer à 50% du prix du marché.*» Ben voyons! Ces messieurs les propriétaires accepteraient d'exiger un loyer inférieur, à condition que l'État, c'est-à-dire les contribuables, paie la différence. Et ce sont les plus pauvres que la droite accuse «*d'assistanat*»!

En relayant les protestations des bailleurs, les ténors de la droite agissent en porte-parole des possédants petits et grands. Mais la gauche gouvernementale n'agit pas pour autant comme la représentante des locataires aux revenus modestes, et encore moins du million de mal-logés et de sans-logis.

Pour faire face au grave problème du logement, il faudrait que l'État s'engage dans un ambitieux programme de construction de logements à prix coûtant, sans permettre aux spéculateurs de l'immobilier, aux propriétaires des terrains, aux bétonneurs en grand, de prélever du profit sur un besoin vital.

Cela exigerait que l'État embauche directement le nombre de travailleurs nécessaires et donne par là même de l'emploi à des centaines de milliers de chômeurs. Ce qui impliquerait qu'une partie du budget de l'État soit consacrée à cette dépense-là plutôt qu'à aider le grand patronat ou à verser des intérêts aux banques.

Il n'en sera évidemment pas question. Pour les logements, il en ira comme pour le reste. Quelques gestes symboliques en cette période électorale, mais aucune mesure susceptible de changer la situation pour les salariés, pour les classes populaires.

Le gouvernement n'a pas eu le temps? Il aurait eu au moins le temps d'annoncer l'annulation des mesures les plus rétrogrades du règne Sarkozy. Ce n'est pas le cas.

Il n'est pas question de revenir à la retraite à 60 ans avec 37 ans et demi de cotisations, mais de négocier quelques aménagements qui ne concernent qu'une minorité de salariés. On fait beaucoup de bruit autour de l'embauche en septembre de mille enseignants supplémentaires, on en fait moins sur le fait que Sarkozy en a supprimé 14 000, décision qui n'a pas été abrogée! Le bilan, c'est 13 000 enseignants de moins! Quant aux plans de licenciements qui se multiplient, l'intervention de l'État se limite à la création d'un ministère et à l'agitation aussi bruyante que stérile de Montebourg.

Aux élections législatives des 10 et 17 juin, Hollande est assuré d'avoir à l'Assemblée nationale une majorité qui corresponde à la majorité présidentielle. Les discours du Parti socialiste sur le vote utile n'ont pas de sens.

Lutte Ouvrière présente des candidats partout, pour que puisse s'exprimer une opposition défendant les intérêts des travailleurs, hostiles à la droite et à l'extrême droite mais méfiants à l'égard du nouveau gouvernement.

Voter pour Lutte Ouvrière, c'est se prononcer pour le programme de lutte avancé par Nathalie Arthaud: l'interdiction des licenciements collectifs, l'augmentation des salaires et des retraites indexés sur les hausses de prix, le contrôle des entreprises par les travailleurs et par la population.

Voter Lutte Ouvrière, c'est se prononcer pour la renaissance d'un parti qui défende réellement les intérêts politiques et matériels des travailleurs, c'est voter communiste!

• Quotient familial

Les promesses en trompe-l'œil du gouvernement

Lors de sa campagne électorale, Hollande avait promis de réformer le quotient familial pour le rendre «*plus juste*», car ce dispositif qui permet de donner un avantage fiscal aux familles qui ont des enfants – et qui paient des impôts – profite davantage aux familles les plus riches. Plus du quart des dix milliards que ce dispositif coûte à l'État, 2,9 milliards, bénéficie aux 10 % les plus riches, bien que l'avantage fiscal soit plafonné à 2 366 euros par enfant. Il

faut dire qu'un enfant d'une famille qui gagne deux fois le smic ne procure que 269 euros d'avantage fiscal.

Le Premier ministre a annoncé que le plafond serait ramené à 2 000 euros par enfant. Environ un million de familles seront touchées – sur les 15 millions qui sont impossibles. Ce sont celles dont le revenu est supérieur à six fois le smic et cela ne leur coûtera pas trop cher. Le journal *Les Échos* donne l'exemple d'une famille de trois enfants qui

touche neuf fois le smic et qui n'y perdrait que 273 euros par an.

Dans ces conditions, la réforme voulue par Hollande ne changera pas grand-chose et ne rapportera que 400 millions.

De plus, l'argent récupéré sur les plus riches et qui devait être redistribué pour que les familles non imposables puissent elles aussi en bénéficier, ne le sera pas. Les 400 millions en question seront utilisés à payer

une autre promesse de Hollande qui coûtera justement 400 millions: l'augmentation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire, 70 euros en plus environ par enfant scolarisé.

La droite a poussé les hauts cris pendant la campagne électorale, accusant Hollande de vouloir supprimer cette «*conquête de la Libération*» qu'est le quotient familial, mais il s'avère que le gouvernement ne le modifiera qu'à la marge, en tout cas pas assez pour le rendre «*plus juste*».

Pour encourager la natalité, bien d'autres pays ont adopté un système de crédit d'impôt par enfant beaucoup plus égalitaire.

Mais le gouvernement socialiste est bien trop pleutre pour s'en prendre aux intérêts des riches, qui savent se faire entendre. Il cherche seulement à faire un peu semblant d'être «*plus juste*», en espérant que cela fera illusion au moins un temps.

Dominique CHABLIS

• Aux législatives

551 candidats de Lutte Ouvrière

Aux élections législatives de dimanche 10 juin, Lutte Ouvrière sera présente dans les 539 circonscriptions de la France métropolitaine, ainsi que dans cinq circonscriptions de l'île de La Réunion. En outre, l'organisation trotskiste des Antilles Combat Ouvrier et Lutte Ouvrière présentent ensemble huit candidats en Martinique et en Guadeloupe. Au total, nous sommes donc présents dans 551 circonscriptions sur les 577 qui existent aujourd'hui, avec 1 102 titulaires et suppléants. Seuls la Guyane et Mayotte, les territoires d'outre-mer comme la Polynésie ou Saint-Pierre et Miquelon, ainsi que les onze nouvelles circonscriptions des Français de l'étranger n'ont pas de candidats de Lutte Ouvrière.

Nos candidats sont issus de milieux populaires : ils sont ouvriers, employés et techniciens, postiers, agents des télécoms, enseignants, personnel hospitalier, cheminots, chômeurs, mères de famille... Et Lutte Ouvrière n'a, encore une fois, aucun souci à se faire pour le respect de la parité, puisqu'elle présente autant de femmes que d'hommes.

Vous pouvez retrouver le détail de toutes ces candidatures, sur notre site internet : www.lutte-ouvriere.org

Nous publions ci-après, la profession de foi qui a été envoyée aux électeurs par chacun de nos candidats.



• Profession de foi

Je me présente au nom des idées et du programme de lutte que Nathalie Arthaud a défendus lors de l'élection présidentielle

Il est important que le courant communiste révolutionnaire s'exprime aussi dans ces élections législatives, pour que les travailleurs, les exploités, ne soient

pas contraints de choisir entre des candidats qui, avec des nuances de langage, acceptent et justifient l'ordre social existant.

Le président des riches a été contraint de partir, mais le nouveau président n'est pas pour autant le président des pauvres

L'électorat populaire, qui voulait se débarrasser de Sarkozy, peut se réjouir d'avoir contribué à sa chute. Les motifs de satisfaction se limiteront à cela.

Car, Sarkozy parti, restent les maîtres : le grand patronat, les banquiers, les grands groupes industriels et financiers qui ont fait la pluie et le beau temps sous la présidence de Sarkozy. Tout comme ils l'ont fait du temps de ses prédécesseurs et comme ils continueront à le faire sous son successeur.

Le Parti socialiste, majoritaire au Sénat, vient d'obtenir la présidence de la République et il est en campagne pour obtenir la majorité à l'Assemblée nationale. Il occupera donc tous les rouages électifs des institutions du pays.

Mais les classes populaires ne tarderont pas à constater que les socialistes ne sont pas plus capables de juguler la crise qu'ils ne sont décidés à défendre les salariés contre le grand capital. Il n'est possible de défendre les travailleurs contre les licenciements et l'abaissement de leur niveau de vie qu'en prenant des mesures contraignantes contre le grand patronat. Ce que le Parti socialiste ne veut ni ne peut faire.

L'électorat populaire a pu constater au fil du temps et des changements de majorité que, même lorsque la gauche remplace la droite, l'emploi des travailleurs, leur pouvoir d'achat, leurs conditions de vie ne sont pas plus protégés.

Affirmer les exigences du monde du travail

Nous, Lutte Ouvrière, appelons toutes celles et tous ceux qui ont voté pour Nathalie Arthaud à confirmer leur vote et à affirmer la présence du courant communiste révolutionnaire, y compris au niveau local. Au-delà de ceux qui ont voté pour Nathalie Arthaud, nombre d'électeurs des classes populaires se sont retrouvés dans les objectifs de lutte qu'elle a avancés, à savoir :

- Interdiction des licenciements et répartition du travail entre tous, sans diminution de salaire, le financement du tout prélevé sur les profits des groupes industriels et financiers et sur les revenus de leurs gros actionnaires.
- Imposer à l'État la création d'emplois utiles à tous dans les services publics et la réalisation de grands travaux, comme la construction de logements sociaux.
- Augmentation générale des salaires et des retraites, indexés automatiquement sur les hausses de prix.
- Imposer le contrôle des entreprises par les travailleurs et par la population, et exiger la suppression du secret industriel, bancaire et commercial, à l'abri duquel les capitalistes préparent tous leurs mauvais coups.

Tous ceux qui approuvent ces revendications et souhaitent qu'elles soient mises en tête des futures luttes du monde du travail, y compris ceux qui, à

C'est le constat que les alternances ne changent pas la politique menée qui a fait le succès du Front national. Le Front national s'en prend avec virulence au « système ». Mais il voudrait en faire partie en s'intégrant dans une majorité de droite ou, plus ambitieux, en en devenant la principale composante. C'est une supercherie. Le « système » que le Front national dénonce, c'est uniquement la domination politique de deux grands partis, le Parti socialiste à gauche et l'UMP à droite. Mais il n'est pas question pour le Front national de dénoncer le système social, la domination de la minorité capitaliste sur la société. L'extrême droite est, au contraire, un défenseur de l'exploitation capitaliste et l'ennemi de tout mouvement ouvrier, de la lutte de classe des exploités. Elle véhicule des idées réactionnaires qui désarment les travailleurs, à commencer par la division qu'elle cherche à introduire entre travailleurs en fonction de leurs origines et de leur nationalité.

L'extrême droite associée au pouvoir, c'est Sarkozy en pire, les droits syndicaux réduits, la discrimination envers une partie de la classe ouvrière, les travailleurs immigrés, la mise au pas des travailleurs.

Les exploités ne pourront se défendre efficacement qu'en prenant conscience de leurs intérêts d'exploités et en réalisant que, derrière les politiciens interchangeables, leur véritable ennemi est la classe des capitalistes.

l'élection présidentielle, ont fait un autre choix que de voter pour Nathalie Arthaud, peuvent se saisir de l'occasion offerte par les législatives pour affirmer leur accord avec ce programme de lutte, en votant pour Lutte Ouvrière.

Lutte Ouvrière présente des candidats dans toutes les circonscriptions du pays.

Nous ne nous présentons pas sur la base de revendications locales. Les problèmes les plus dramatiques des salariés, la menace de licenciement, le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la détérioration des services publics, ne sont pas des problèmes locaux. Leur solution ne l'est pas davantage.

La crise oppose clairement les intérêts de la classe capitaliste à ceux des travailleurs. L'ensemble de la classe ouvrière a la force pour faire reculer le patronat. Tout en soulignant que les problèmes sont des problèmes collectifs à l'échelle du monde du travail, nous nous ferons les interprètes des problèmes particuliers des classes exploitées de la circonscription, des salariés bien sûr mais aussi de tous ceux – commerçants, artisans, petits paysans – qui n'exploitent personne mais qui subissent la loi des banques et des grands groupes capitalistes.

Ne pas laisser à la droite et à l'extrême droite le monopole de l'opposition

L'arrivée du Parti socialiste à la tête de l'État poussera la droite dans l'opposition à donner de la voix. Elle sera d'autant plus virulente qu'elle aura à faire oublier les cinq ans de présidence de Sarkozy.

À plus forte raison, l'extrême droite se posera encore plus bruyamment en défenseur du monde ouvrier.

Il ne faut pas leur laisser le monopole de la protestation. Leur agitation se fera autour d'idées opposées aux intérêts des travailleurs.

Ne nous laissons pas piéger, une fois de plus, par le « vote utile ». Un député socialiste de plus ou de moins ne changera rien au fait que l'Assemblée nationale est une chambre d'enregistrement impuissante face au pouvoir de l'argent.

Les votes en faveur des candidats qui défendent en toute circonstance les intérêts matériels et politiques des travailleurs constitueront un avertissement au gouvernement socialiste, montrant qu'il y a une autre opposition, qui vient des classes exploitées et qui refuse que les intérêts des travailleurs soient piétinés.

Les travailleurs, les classes populaires ne pourront préserver leurs conditions d'existence en cette période de crise qu'en se méfiant des charlatans de la politique, qui veulent bien être élus grâce à leurs voix mais qui ne veulent pas toucher aux privilèges.

La direction du Parti socialiste et celle du Parti communiste ont abandonné depuis longtemps les perspectives et le programme qu'elles défendaient à l'origine. Ces perspectives reposaient sur la conviction que les travailleurs, qui produisent tout dans cette société et qui la font fonctionner, sont capables de la diriger sans avoir besoin d'une couche de riches, une couche parasite qui prélève sa dîme et dont la concurrence mine l'économie et la conduit périodiquement dans des crises dramatiques pour l'humanité. Leur politique découlait de cette perspective et visait à organiser les travailleurs pour qu'ils prennent le pouvoir et réorganisent l'économie sur la base de la propriété collective des moyens de production.

En abandonnant cette perspective, les directions du Parti socialiste et du Parti communiste ont contribué à la perte de toute conscience de classe, de tout repère, pour les travailleurs. En abandonnant la défense des exploités pour les ranger derrière « l'intérêt de la France », en abandonnant l'internationalisme pour le nationalisme, le drapeau rouge pour le drapeau bleu-blanc-rouge, elles ont servi la soupe à la droite et à l'extrême droite.

Le socialisme et le communisme renaîtront pourtant, car le capitalisme et l'exploitation ne peuvent pas être l'avenir de la société. Mais ils ne pourront renaître que sur la base de la lutte des classes exploitées pour leur émancipation sociale !

Pour peser sur la vie politique, il faut que les travailleurs s'affirment en tant que force indépendante des forces politiques liées à la bourgeoisie. Pour cela, ils ont besoin d'un parti qui défende réellement les intérêts politiques et matériels des travailleurs et dirige efficacement les luttes.

Voter Lutte Ouvrière

c'est affirmer la volonté des exploités de reconstituer une force politique qui n'hésite pas à lever le drapeau de l'émancipation sociale, c'est voter communiste !



Et si on nous fichait la paix avec Sarko !

Le député UMP Eric Raoult propose qu'on attribue le prix Nobel de la paix à Nicolas Sarkozy.

Cette nomination ne déparerait pas la liste de ces prix Nobel dans laquelle figurent Barack Obama ou l'Israélien Begin.

Parmi les exploits « pacificateurs » du petit Nicolas, il y a en effet le bombardement de la Libye, sans compter les petits coups de pouce de la France sarkozienne dans la guerre de succession entre deux dictateurs, en Côte d'Ivoire.

Quant à Raoult, il mérite indubitablement le prix de camaraderie, à moins qu'on lui attribue un godillot d'honneur.

Vases non communicants

En deux mois, le prix du pétrole brut a perdu plus de 20 %. Une baisse qu'aucun automobiliste n'a encore vu se répercuter à la pompe.

Le pétrole est un liquide décidément très très

spécial. Il n'obéit pas au principe des vases communicants. Quand les prix du brut montent, le coût du carburant augmente quasi automatiquement. En même temps que les bénéfiques des pétroliers d'ailleurs.

Par contre quand il baisse, ça bloque.

Ça vole pas haut

Dans l'échange verbal qui oppose Marine Le Pen et Mélenchon à Hénin-Beaumont, c'est un tir à boulets rouges... et bleus, à feu roulant. Ainsi la dirigeante du FN accuse notamment son rival de vouloir « noyer la circonscription (de Hénin-Beaumont) sous une marée de clandestins, attirés par sa promesse de régularisation massive », ajoutant : « Il ne lui suffit pas de vouloir multiplier l'installation des Roms. »

Si on la laisse faire, demain elle ajoutera à sa liste les Martiens et les loups-garous des vieilles légendes du Moyen Âge. Il faut mettre un bâillon à un tel délire électoral.

Réunions publiques des candidats de Lutte Ouvrière

Jeudi 7 juin		Vendredi 8 juin		Samedi 9 juin	
- Fougères (Ille-et-Vilaine)	- Mont-de-Marsan (Landes)	- Royan (Charente-Maritime)	(Meurthe-et-Moselle)	- Chelles (Seine-et-Marne)	- Bondy (Seine-Saint-Denis)
- Metz-Pontifroy (Moselle)	- Saint-Raphaël (Var)	- Laval (Mayenne)	- Maisons-Alfort (Val-de-Marne)	- Saint-Pierre de La Réunion	- Meaux (Seine-et-Marne)
- Maubeuge (Nord)	- Toulon (Var)	- Argentan (Orne)			
- Coutances (Manche)	- Miribel (Ain)	- Honfleur (Calvados)			
- Cherbourg (Manche)	- L'Arbresle (Rhône)	- Le Havre (Seine-Maritime)			
- Lorient (Morbihan)	- Saint-Priest (Rhône)	- Évreux (Eure)			
- Alençon (Orne)	- Oullins (Rhône)	- Saint-Léger-des-Vignes (Nièvre)			
- La Rochelle (Charente-Maritime)	- Bourgoin-Jallieu (Isère)	- Metz-Borny (Moselle)			
- Bourges (Cher)	- Bonnières (Yvelines)	- Jœuf (Meurthe-et-Moselle)			
- Le Puy-en-Velay (Haute-Loire)	- Colombes (Hauts-de-Seine)	- Pont-à-Mousson			
	- Paris 20 ^e				
	- Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis)				

Réunion publique de Nathalie Arthaud

6^e circonscription de Seine-Saint-Denis

Pantin

Jeudi 7 juin à 19h 30

École Sadi-Carnot 2, rue Sadi-Carnot

Éducation nationale

• **Suppressions massives de postes à la rentrée**

Hollande-Ayrault dans les pas de Sarkozy

C'est le mercredi 30 mai que le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, a annoncé en Conseil des ministres ses premières mesures d'urgence pour la rentrée. Il va recruter « mille professeurs des écoles » et a déclaré : « Des moyens supplémentaires commenceront à être mis en place dès la rentrée, afin d'atténuer les plus graves tensions constatées. »

Mais quels moyens supplémentaires ?

Peillon ment, car il maintient les suppressions de postes programmées par Sarkozy pour la rentrée 2012.

Il s'agit de 14 000 suppressions d'emplois, dont 5 700 dans le primaire, 6 550 dans le secondaire 1 350 dans l'enseignement privé sous contrat, et 400 postes administratifs. Ces 14 000 suppressions d'emplois sont d'autant plus dramatiques qu'elles s'ajoutent aux 66 000 suppressions d'emplois déjà réalisées dans l'Éducation nationale depuis 2007 sous Sarkozy. Et cela alors qu'on attend des milliers d'élèves supplémentaires lors de cette rentrée.

Et puis, de l'aveu de Peillon lui-même au *Parisien*, « on vient

de découvrir que 14 000 contrats aidés, qui contribuent à la vie des établissements, allaient aussi disparaître. On va essayer d'atténuer cela en créant des auxiliaires de vie scolaire, des assistants d'éducation... ». Peillon va « atténuer cela », mais pas maintenir ces 14 000 personnes dans les emplois utiles qu'ils occupent aujourd'hui !

La première mesure d'urgence à prendre n'était-elle pas d'abord de revenir immédiatement sur toutes les futures suppressions d'emplois décidées par le gouvernement précédent ? Et qu'on ne dise pas

que c'est impossible : la rentrée est dans trois mois et le gouvernement a tout le temps de remplacer même ceux qui partent à la retraite en embauchant des jeunes diplômés qui cherchent justement un emploi et qu'il pourrait se donner les moyens de former en cours d'année.

En fait, le nouveau gouvernement entend bien profiter des économies décidées par l'ancien, et les mille emplois créés ne sont que poudre aux yeux pour faire oublier qu'une des premières mesures de ce nouveau gouvernement est de marcher dans les pas de Sarkozy en supprimant 13 000 postes et 14 000 contrats aidés dans l'Éducation nationale.

Remarquons que le gouvernement profite de la complicité des dirigeants syndicaux, que l'on n'a pas entendu protester. Pire même, le secrétaire général du SNUipp-FSU, le principal syndicat du primaire, a osé dire que les mille postes créés



représentaient « une bouffée d'oxygène dans une école largement asphyxiée », alors même que le gouvernement l'asphyxie encore, les mille postes en question étant bien loin de compenser les milliers de suppressions qu'il entérine dans le primaire. Le personnel de l'Éducation nationale, en premier lieu les enseignants qui se soucient de l'intérêt de leurs élèves, de même que les parents ont tout intérêt à montrer qu'ils ne sont

pas dupes des tours de passe-passe du gouvernement. Et, plus généralement, l'ensemble du monde du travail a tout intérêt à surveiller ce gouvernement qui cherche à abuser la population laborieuse avec des mini-changements, alors que l'essentiel de la politique de son prédécesseur n'est pas remise en cause.

Dominique CHABLIS

• **Formation des enseignants**

Quand Peillon signe les décrets de Chatel...

Le Conseil d'État vient de retoquer la réforme mise en application par Luc Chatel, le précédent ministre de l'Éducation, qui demandait un niveau bac+5 aux nouveaux professeurs mais supprimait l'année de formation en alternance au cours de laquelle ils enseignaient à mi-temps et recevaient le reste du temps une formation pédagogique dans les IUFM. Depuis 2010 les nouveaux professeurs devaient assurer d'emblée leurs 18 heures de cours, sans avoir eu aucune formation.

Cette réforme a provoqué bien des critiques et la désapprobation de Peillon lui-même. Mais c'est pour un vice de forme que le Conseil d'État l'a retoquée : il manquait la signature de la ministre des Universités, dont dépendent les IUFM.

Peillon a plutôt mal accueilli la nouvelle car, pour permettre aux nouveaux enseignants de ne faire qu'un nombre réduit d'heures, il lui faudrait embaucher 4 000 enseignants supplémentaires, ce qu'il n'a

aucunement l'intention de faire.

Qu'à cela ne tienne, le ministère a trouvé la solution : régulariser la situation en fournissant la signature manquante. Peillon va donc signer le décret de Chatel, pour que rien ne change ! Cette année seulement, affirme-t-il...

Décidément, les premiers pas de ce gouvernement sont vraiment un avertissement à ne pas s'en remettre à lui !

D.C.

Les bonnes œuvres du ministre

Peillon est allé au congrès de l'Unapel, les parents d'élèves de l'école libre, c'est-à-dire dans l'immense majorité des cas catholique. C'est une première pour un ministre socialiste, car jusqu'à présent seuls les ministres de droite s'y étaient montrés.

Plein de sollicitude, il a voulu d'urgence rassurer les catholiques : l'école libre sera

traitée à égalité avec l'école publique et les postes que Hollande a promis seront répartis proportionnellement aux suppressions d'emplois subies.

Les postes en question sont encore loin d'être créés, mais les catholiques sont rassurés. N'est-ce pas l'essentiel ?

D. C.

• **Affaire Kerviel**

La spéculation est toujours là

Le procès en appel de Jérôme Kerviel, ex-trader accusé par la Société générale d'abus de confiance et de faux et usage de faux, mais surtout de lui avoir fait perdre presque cinq milliards d'euros en janvier 2008, s'est ouvert à Paris le 4 juin.

Depuis, les accidents de ce type, autrement dit les pertes subies par des banques à la suite d'une opération réalisée par un trader, frauduleuse dans certains cas, maladroite ou malchanceuse dans d'autres, se sont multipliés. Et

sans doute plus qu'on ne croit. On peut en effet supposer que, si elles n'y sont pas obligées, les banques préfèrent garder le silence.

Le dernier raté de la spéculation lié à l'activité d'un trader devrait coûter de 2 à 5 milliards de dollars à la banque américaine J.P. Morgan. Dans ce cas, il ne s'agirait pas d'une fraude mais, rapporte la presse, d'une « mauvaise stratégie, très mal exécutée et pauvrement supervisée ».

Au-delà des traders mis en

cause et des raisons de leurs faux pas, ces épisodes montrent surtout que, depuis l'éclatement de la crise en 2008 provoquée par les banquiers spéculateurs, rien n'a changé. La spéculation reste leur raison d'être. Après comme avant, ils continuent à sévir, en toute impunité. Le problème est qu'ils sont autant et plus nuisibles pour la société quand ils y gagnent que quand ils y perdent. Car dans les deux cas, ce sont les populations qui en font les frais.

J.J. L.

Ceux que les antidiabétiques font saliver

Selon l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, 346 millions de personnes sont diabétiques dans le monde et chaque année ce chiffre progresse. Alors, les laboratoires de l'industrie pharmaceutique sont aux aguets. Une bagarre serait engagée entre les plus gros d'entre eux pour racheter, à coups de milliards de dollars, les sociétés de biotechnologie qui ont mis ou mettent au point de nouveaux médicaments contre cette maladie.

Il faut dire que les antidiabétiques représentent un gros marché : 50 milliards de dollars

chaque année. Car cette maladie affecte entre autres, mais ce sont celles-là qui intéressent les industriels, les populations des pays les plus riches, ceux où on vit le plus longtemps, en consommant pendant de longues années des médicaments.

Pour le paludisme, l'OMS fait état de 216 millions de cas. Mais là, on ne parle d'aucune bagarre entre industriels de la pharmacie pour trouver des traitements efficaces et emporter un quelconque marché. C'est qu'à plus de 80% le paludisme sévit... en Afrique !

Sophie GARGAN

Leur société

• Paradis fiscaux

Le PDG de Total ne mange pas de ce pain-là !



Le PDG de Total, Christophe de Margerie, vient d'être auditionné par une commission du Sénat qui enquête sur l'évasion fiscale. Le groupe Total, s'il paye 14 milliards d'euros d'impôt dans le monde, ne verse en effet que 300 millions au fisc français. S'il a admis que quarante-huit filiales de son groupe sont présentes dans des paradis fiscaux, il a nié que ce soit pour profiter de leurs avantages.

Pour sa défense, le PDG de Total a expliqué que, si ces quarante-huit filiales sont dans des pays où « la fiscalité est deux fois moins importante qu'en France », quarante-deux d'entre elles réalisent « une activité économique réelle, industrielle et commerciale ». Cela en laisse six dont les activités ne sont ni économiques, ni réelles, ni industrielles ni commerciales. Mais quelles sont-elles ? Margerie balaie l'interrogation et assure que son groupe reverse pour ces six-là l'équivalent de ce qu'il paierait si elles étaient en France.

Les sénateurs sont prêts, semble-t-il, à le croire sur parole. Mais il y a pour le moins doute. Margerie insiste pour dire que la grande majorité de ses filiales dans des paradis fiscaux ont une activité réelle. Par exemple, celles de Jersey ou de Hong-Kong y distribuent des lubrifiants. Soit. Mais un économiste, Robert Lipsey, cherchant l'origine de l'augmentation des profits des multinationales américaines, avait comparé les profits affichés et le nombre d'employés présents sur place dans les filiales. Pour les années 2000 il avait découvert, pour un taux moyen de profit de 84 % dans le monde, qu'il était de 160 % en Suisse, 660 % en Irlande et 3 500 % aux Bermudes et à la Barbade !

Margerie a aussi admis que son groupe dispose de « trusts », des structures juridiques très opaques qui sont une autre source de profit. En effet elles permettent de domicilier des biens immatériels : brevets, copyrights ou droits d'utiliser tel logo. Ces services

immatériels ont pris une part croissante dans la valeur des entreprises et sont très lucratifs. Ils sont eux aussi l'objet des « prix de transfert » qui permettent, grâce à la domiciliation dans les paradis fiscaux, des échanges étonnants, comme importer du sable à 2 000 dollars la tonne quand il vaut 10 dollars sur le marché mondial ou, à l'inverse, importer des pneus à 8 dollars quand ils en valent normalement 200. À chaque fois, il s'agit d'un côté de payer un minimum d'impôt et de l'autre d'enregistrer un maximum de profits.

Bien sûr, le patron de Total dira qu'il ne mange pas de ce pain-là. C'est pourtant le même Margerie qui est poursuivi, en tant que représentant de Total, pour une affaire de corruption dans le cadre du programme de l'ONU « pétrole contre nourriture », qui permettait à l'Irak de Saddam Hussein d'échanger du pétrole contre des denrées et des médicaments pendant la période de l'embargo américain des années 1990. Total est soupçonné non seulement d'avoir versé des commissions occultes pour obtenir des marchés pétroliers, mais aussi d'avoir contourné l'embargo pour augmenter sa part de brut en utilisant des sociétés écrans.

Cette affaire, qui doit être jugée en 2013, suggère que les dirigeants de Total connaissent toutes les ficelles pour arriver à leurs fins. On suivra donc avec intérêt les explications de ce grand patron, qui installe des dizaines de filiales dans des paradis fiscaux mais n'utilise pas les avantages qui vont avec...

Jacques FONTENOY

Élisabeth Podgorny



Élisabeth Podgorny nous a quittés le 28 mai à l'âge de 62 ans, après un combat contre le cancer qui aura duré deux ans et demi. On l'appelait Lisa, Lison, Lisoute, Babeth, selon le milieu où elle se trouvait. Pour ses camarades de Lutte Ouvrière elle était Vittel.

Elle avait commencé à militer à 17 ans, en 1967, à Voix Ouvrière d'abord, devenue Lutte Ouvrière après mai 1968. Compétente, expérimentée, elle était membre de la direction de Lutte Ouvrière.

Élisabeth ne mesurait qu'un mètre cinquante mais elle savait se faire respecter et surtout faire respecter la dignité et les intérêts des travailleurs qu'elle voulait représenter. Ouvrière chez Labinal au nord de Toulouse depuis une trentaine d'années, elle a été de toutes les luttes, petites ou grandes, pour représenter et organiser la résistance aux attaques patronales. Ceux qui ont vécu la fermeture de Molex n'oublieront pas comment elle s'est démenée pour faire en sorte que les travailleurs de Labinal, travaillant sur le même site, soient solidaires dans la lutte de ceux de Molex.

C'était une militante ouvrière de ce parti communiste révolutionnaire que nous cherchons à construire, fière d'être ouvrière, fière d'être communiste. Pour bien des camarades de sa région, qu'ils soient ouvriers ou intellectuels, elle était devenue une référence auprès de qui on recherchait le conseil qui permettait d'avoir l'attitude politique la plus juste face à un problème. Combien de fois, à l'occasion de réunions internes, elle ne pouvait

pas s'empêcher d'exprimer son point de vue, parfois en n'attendant pas son tour de parole. Mais c'était Vittel, et sa spontanéité, la vivacité de ses paroles et leur justesse excusaient son impatience à s'exprimer.

Accueillante, chaleureuse, hospitalière, sa maison était ouverte à tous, famille, amis, camarades de Lutte Ouvrière en campagne électorale.

Elle adorait les enfants, ceux de sa famille avant tout. Elle a vécu entourée de nature, plantes, fleurs, chats, chiens, oiseaux... Elle débordait d'amour, ce qui est le cas de nombreux militants communistes révolutionnaires, qui savent mieux que beaucoup en donner dans la cause qu'ils défendent, qui ne sont indifférents à aucune souffrance, et qui mettent toutes leurs qualités au service de leur engagement militant.

Sa vie a été trop courte, mais nous devons nous souvenir qu'elle a eu une belle vie, riche de toutes ces rencontres, de toute cette camaraderie, de la vraie amitié, de la vraie fraternité, aux côtés d'un compagnon avec qui elle a eu le bonheur de partager tout cela. Deux cent cinquante proches, camarades de travail, de parti, l'ont portée en terre avec des drapeaux rouges et au son de l'Internationale en trois langues, espagnol, russe et français.

Lutte Ouvrière s'associe à leur peine, à celle du compagnon d'Élisabeth, de sa famille pour qui elle a toujours été là quand il le fallait, disponible, énergique, efficace et d'humeur gaie accompagnée d'explosions de rire.

Pour Guéant, la délinquance se voit au faciès

« Les policiers font leurs contrôles en fonction de la façon dont ils ressentent la dangerosité des personnes qui doivent être contrôlées. Bon, c'est certain qu'il y a des personnes qui ont plus un look de dealer que d'autres. » L'ex-ministre de l'Intérieur Guéant persiste et signe dans ses propos anti-immigrés, quand il critique le projet du

nouveau gouvernement, et du nouveau ministre de l'Intérieur Manuel Valls, qui veut mettre en place un récépissé de contrôle que chaque policier devrait remettre aux personnes contrôlées, pour éviter qu'elles soient contrôlées plusieurs fois dans la même journée.

Guéant déclarait en janvier à L'Express : « Il apparaît

clairement que le taux de délinquance étrangère est deux à trois fois supérieur à la moyenne. »

On peut reconnaître les délinquants à leur « look », dit-il en substance à leur figure, à leur allure, à leur couleur de peau.

Le « look » du raciste, lui, on ne le reconnaît pas à son faciès, mais à son discours.

Vincent GELAS

• Grande-Bretagne

Pour la reine et la patrie, serrez-vous la ceinture !

Toute la classe politique britannique aura assisté avec une belle unanimité aux quatre jours de célébrations carnavalesques en l'honneur des soixante ans de règne de la reine d'Angleterre (le « jubilé de diamant »). Il faut dire que la décision et la planification de ces événements étaient l'œuvre du précédent gouvernement travailliste, et le gouvernement Cameron n'allait pas revenir dessus !

Évidemment, le coût réel de cette célébration quelque peu grotesque n'est sans doute qu'une goutte d'eau dans l'océan du gâchis causé par la crise. Mais la première réaction d'un grand nombre de travailleurs a quand même été, à juste titre, de demander pourquoi l'austérité ne s'appliquait pas à la famille royale.

Selon les chiffres officiels, un million de badauds venus de tout le pays se seraient pressés (sous la pluie) pour assister au clou de ces quatre jours : le défilé sur la Tamise d'un millier d'embarcations décorées pour la circonstance. Les chiffres paraissent peu vraisemblables, mais admettons.

Ce qui est sûr c'est que, si dans les petites villes et villages les conservateurs aidés par leurs municipalités semblent avoir réussi à organiser des festivités en l'honneur de la reine, ce n'a pas été le cas à Londres. Contrairement à une vieille tradition, seules quelques très rares fenêtres et voitures arboraient des fanions aux couleurs britanniques. Aujourd'hui, dans ce domaine, la royauté fait bien moins recette que la coupe du monde de football !

Il est vrai qu'un grand nombre de travailleurs londoniens avaient quelques raisons de ne pas trouver tout ce cérémonial très réjouissant. Car si les politiciens avaient prévu pour

l'occasion deux jours fériés, le lundi et le mardi, pour des millions de travailleurs précaires cette « générosité royale » s'est traduite soit par une perte sèche de salaire, soit par l'obligation de récupérer les jours fériés sans majoration, voire par la perte d'une semaine de salaire dans les entreprises qui ont profité de l'occasion pour décréter une semaine de chômage technique. Quant à ceux qui, faisant mauvaise fortune bon cœur, ont voulu se rendre à Hyde Park, le plus grand parc de Londres, où étaient annoncées des animations pour les enfants, ils ont eu la mauvaise surprise de se voir réclamer 60 euros pour entrer dans un endroit normalement public mais... propriété de la reine.

Cela étant, l'objectif principal de cette grand-messe prétendument populaire, et du battage médiatique incessant marqué d'un chauvinisme strident qui

l'a accompagnée, était avant tout de renforcer l'illusion d'une « nation » unie derrière la monarchie, supposée être, c'est bien connu, au-dessus de choses aussi triviales que la lutte des classes, et plus encore au-dessus de la crise avec ses licenciements, ses baisses de salaire et la montée de la pauvreté qu'elle entraîne.

Car, même si le niveau des luttes reste bas, en grande partie grâce à l'absence d'initiatives de la part des appareils syndicaux, le gouvernement Cameron et le patronat ont quand même bien du mal à faire avaler aux travailleurs le mythe du « Nous sommes tous dans la même galère » pour leur faire accepter de se serrer la ceinture. On a donc sorti la reine de son placard doré pour redonner un peu de crédit à ce mensonge. Mais, de là à ce que la classe ouvrière britannique tombe dans le panneau, c'est une autre affaire.

François ROULEAU

• Europe

Crise de la zone euro Vers un nouveau sommet de la dernière chance

Un vent de panique souffle parmi les dirigeants des États de la zone euro et au sein des institutions européennes.

Il y a la crise de la dette de la Grèce, et en particulier la menace d'une sortie du pays de la zone euro, liée au résultat des élections législatives qui doivent s'y dérouler le 17 juin. S'y ajoute, depuis la déconfiture de Bankia, quatrième banque espagnole, sauvée à coups de milliards par l'État, la menace d'une faillite de l'ensemble des banques du pays, fragilisées en raison du volume de capitaux qu'elles ont investis dans l'immobilier et qui ne valent plus rien aujourd'hui. La Banque d'Espagne chiffrerait le montant de leurs actifs immobiliers pourris à 184 milliards d'euros.

Résultat, les Espagnols, comme les Grecs, ont commencé à retirer de l'argent de

leurs comptes bancaires, et les « investisseurs » à quitter le navire. Selon la Banque d'Espagne, près de 97 milliards d'euros de capitaux ont ainsi fui le pays au premier trimestre, dont 66 milliards pour le seul mois de mars.

Conséquence, pour se refinancer l'État espagnol doit payer aux financiers qui spéculent sur ses difficultés des taux d'intérêt de plus en plus élevés, proches de 7 %, ce qui ne peut qu'accroître encore le poids de sa dette, ses difficultés à y faire face et le risque d'un effondrement général.

Mais ce risque ne concerne pas que l'Espagne.

Dans la foulée, les taux d'intérêt exigés de l'État italien ont recommencé à croître, et à

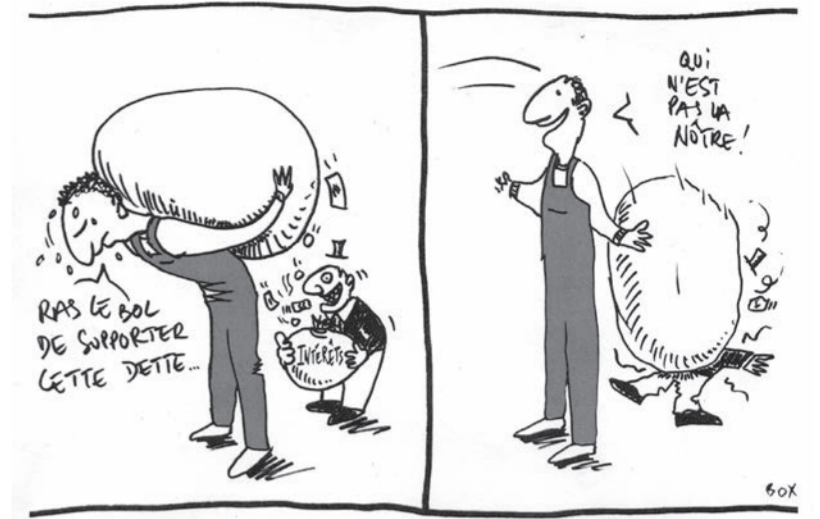
dépasser le seuil des 6 %. Preuve que l'Italie est, après l'Espagne, le prochain État ciblé par les spéculateurs qui parient sur l'éclatement de la zone euro.

Depuis la fin du mois d'avril, l'euro lui-même cumule les séances de baisse sur les marchés des changes, ceux qui veulent s'en débarrasser étant plus nombreux que ceux qui veulent en acquérir. On parle d'une « défiance généralisée contre la zone euro ». C'est bien la survie de la zone euro et de la monnaie unique qui est en jeu. Et tel est bien le sujet à l'ordre du jour des discussions préparatoires au sommet des chefs d'État et de gouvernement de la zone euro et du sommet lui-même, qui doit se réunir les 28 et 29 juin.

Pour redorer le blason de l'Union européenne aux yeux

des marchés, pour regagner leur confiance, les dirigeants européens appellent de leurs vœux un renforcement des mécanismes de solidarité entre les États de la zone euro.

À chaque crise, et à chaque sommet européen de crise, ils ont tenu le même discours sur la nécessité de faire progresser l'intégration politique et économique de la zone euro. Ces discours n'ont débouché sur rien, si ce n'est, au bout du compte, sur la défense par chaque État de ses intérêts nationaux, c'est-à-dire essentiellement des intérêts de ses banquiers et de ses capitalistes. Les propositions qui supposent, de la part des États, un abandon de souveraineté au profit d'une institution commune, européenne, et tous les discours sur la nécessité d'une plus grande intégration européenne restent



• Italie

Les tremblements de terre en Émilie Les travailleurs au premier rang des victimes



Les secousses sismiques se succèdent en Émilie, au nord de l'Italie. Après le tremblement de terre du 20 mai, un autre s'est produit le 29 mai au matin et l'on atteint maintenant les 25 morts, auxquels s'ajoutent des destructions incalculables. On sait que le territoire italien est en très grande partie sujet aux tremblements de terre, mais il se trouve que la zone touchée, justement, n'était pas classée parmi celles à plus forte probabilité sismique. Elle faisait donc encore moins que d'autres l'objet de précautions dans les constructions.

Parmi les victimes, plus de la moitié sont des ouvriers qui au moment des séismes étaient au travail dans leurs entreprises, en réalité de simples hangars construits sans précautions et qui se sont écroulés sur eux comme des châteaux de cartes. Trois sont morts dans la nuit du samedi 19 au dimanche 20 mai, alors qu'ils effectuaient l'équipe de nuit. Mais ils ont été encore une dizaine le 29 mai.

En effet le séisme s'est produit à 9 heures du matin, alors que beaucoup travaillaient à la remise en état de fonctionnement de leurs entreprises,

dont les bâtiments avaient été déclarés encore utilisables après le séisme précédent. Cette fois, ceux-ci se sont définitivement écroulés.

C'est que dans cette zone existe une forte densité de moyennes entreprises travaillant en grande partie pour l'exportation, allant des céramiques pour le bâtiment au matériel biomédical. La pression des employeurs est forte pour que la production reprenne au plus vite. Les pages des journaux sont remplies de leurs lamentations sur le chiffre d'affaires perdu pour le pays du fait

des arrêts de production dus aux tremblements de terre.

Non seulement on a donc construit des usines prêtes à s'écrouler à la moindre secousse, mais on voudrait maintenant, alors que la terre continue de trembler, que les ouvriers retournent au plus vite se mettre aux machines, au péril de leur vie. Le syndicat CGIL a dénoncé le 5 juin l'attitude de certains patrons. Dans des usines n'ayant pas obtenu de la Protection civile la certification leur permettant de reprendre l'activité, ils faisaient signer aux ouvriers une décharge de responsabilité pour les dommages qu'ils pourraient subir en retournant malgré tout travailler dans leur usine branlante. On imagine quels chantages à l'emploi ont pu s'exercer dans ce cas.

Des enquêtes ont été ouvertes sur les conditions dans lesquelles de tels hangars-usines ont pu être construits. On imagine qu'elles dureront longtemps, et que de nombreux travailleurs pourront encore y mourir au nom de la reprise coûte que coûte de la production.

André FRYS

• Espagne

Crise financière, crise économique Un racket qui ruine la société

Personne ne sait actuellement si les milliards d'euros accordés par l'État espagnol à la banque en déroute Bankia empêcheront l'accélération de la déroute bancaire de l'Espagne. Les dirigeants espagnols espèrent que les institutions financières européennes se contenteront d'intervenir au niveau des banques menacées de faillite, sans se mêler des choix politiques et financiers du gouvernement lui-même. Ils expliquent que l'Espagne, qui pèse 12 % du budget européen, ne peut être traitée comme la Grèce ou le Portugal. Mais la pression des autorités européennes est forte, car elles veulent enrayer au plus vite une épidémie de faillites qui pourrait être d'autant plus lourde de conséquence que les établissements financiers espagnols ont de nombreuses ramifications internationales.

Toujours est-il que la preuve est faite que les quelque 23 milliards d'euros épongés dans l'affaire Bankia, cette banque née de la fusion de sept caisses d'épargne ruinées par les prêts insolubles qui ont mis à la rue tant de foyers, n'aura servi à rien. À rien, sauf à enrichir les quelques hauts dirigeants de Bankia, qui ont empêché à titre personnel – en tout bien et tout... déshonneur – quelque 22 millions d'euros en 2011.

Aujourd'hui, ce qu'on appelle la nationalisation de Bankia, en réalité le refinancement par l'État de l'un des organismes financiers

qui est au cœur de l'effondrement de la bulle immobilière, joue à nouveau un rôle décisif dans l'aggravation de la crise en Espagne. Et le montage financier mis en place s'avère impuissant à stabiliser les rapports entre les établissements financiers espagnols et ceux des plus grandes puissances mondiales.

Les dirigeants de l'État espagnol continuent donc de faire ce qu'ils font depuis 2008 : racketter la population, expulser ceux qui ne peuvent assumer leurs créances et leurs hypothèques, jeter à la rue les travailleurs de la construction

et de l'industrie touchés par la récession, réduire les budgets de l'enseignement, de la santé, des transports et de tous les services publics, en rognant sur les prestations habituelles et sur les salaires de leurs travailleurs.

Les travailleurs de divers secteurs (mines des Asturies, chantiers navals de Cadix, etc.), les chômeurs et les expulsés de leurs logements manifestent de plus en plus fort leur mécontentement et leur colère. La contestation n'est pas seulement portée par des « indignés ». Elle est aussi le fait de militants associatifs qui, dans les quartiers, organisent des réactions quand on jette hors de leur logement des familles qui ne peuvent plus faire face aux remboursements de leurs emprunts. Elle émane aussi de syndicalistes, de militants ouvriers qui animent des réactions collectives dans les mines, les quartiers ouvriers, contre les licenciements, les fermetures d'entreprises, en essayant de lier les revendications des travailleurs à celles des chômeurs.

Les politiciens de gauche

ont déçu les classes populaires. Les politiciens de droite les attaquent de front. Alors, dans les Asturies où les mines sont menacées de fermeture, en Catalogne, en Andalousie, dans la région de Valence, et en fait dans toutes les régions d'Espagne, la colère couve et parfois éclate ponctuellement. Le pouvoir en place en a conscience, et les interventions de la police à Madrid, à Valence, en Catalogne ou encore dans des petites villes sont plus agressives que dans les mois précédents.

Un nombre croissant de travailleurs, de salariés, de chômeurs prennent conscience que les sacrifices qu'on leur impose ne sont pas une fatalité. Ils ont conscience que l'argent existe, que les richesses existent et que le monde du travail aurait la force et les moyens d'empêcher cette régression sociale, en s'en prenant aux vrais responsables de la crise, les capitalistes, les banquiers et les politiciens à leur service, pour les faire reculer.

Henriette MAUTHEY

• Égypte

Colère à l'issue du procès contre Moubarak

Au Caire, la colère a accueilli le verdict rendu le 2 juin, à l'issue du procès intenté au dictateur égyptien déchu, à son ancien ministre de l'Intérieur Al-Adli et à d'autres, responsables officiellement de la mort de 850 personnes lors des manifestations de janvier et février 2011.

Tandis que Moubarak et Al-Adli ont été condamnés à la prison à vie, six hauts responsables de la police, adjoints au ministre de l'Intérieur et accusés d'avoir fait tirer sur les manifestants, ont été acquittés, ainsi que les deux fils du dictateur, poursuivis pour corruption. Par suite de la mauvaise volonté des services secrets à fournir des documents, l'accusation n'aurait pas été en mesure de prouver la responsabilité directe des accusés dans la répression, alors que toute l'Égypte en avait été témoin !

Des milliers de personnes se sont aussitôt rendues place Tahrir pour protester contre un verdict qui, à leurs yeux, exonérait totalement les commanditaires des violences et constitue la preuve que

l'ancien régime n'a pas cédé la place. À deux semaines du deuxième tour des élections présidentielles, ceux qui il y a un an et demi manifestaient pour le départ de Moubarak craignent un retour ostensible de ses partisans sur la scène politique. Les deux candidats arrivés en tête après le premier tour sont en effet le candidat des Frères musulmans, Mohammed Morsi, mais aussi le dernier Premier ministre de Moubarak, Ahmad Chafik. Le premier s'est finalement associé à l'appel à une nouvelle manifestation qui devait se dérouler au Caire le 5 juin.

Pas même dissimulé derrière le rideau, l'état-major militaire veille, le doigt sur la gâchette de la répression. À cet égard, on ne peut s'empêcher de comparer le sort des accusés libérés du Caire à celui des 12 000 civils qui ont dû en un an faire face à des tribunaux militaires en vertu de l'état d'urgence en vigueur depuis 1981, et dont la levée n'a été annoncée que le 31 mai.

Jean-Jacques LAMY

Viviane LAFONT

• Juin 1962 en Union soviétique

La révolte des ouvriers de Novotcherkassk

Le 1^{er} juin 1962, une forte augmentation des prix de l'alimentation était annoncée pour toute l'Union soviétique: 19 à 34 % sur la viande, 25 % sur les produits laitiers et les œufs. Le mécontentement provoqué par ces hausses prit un tour explosif à Novotcherkassk, ville industrielle du sud de la Russie.

Le Kremlin ne parlait que de hausses provisoires, mais cherchait par tous les moyens à faire rentrer de l'argent dans les caisses. Khrouchtchev et les autres dirigeants de l'époque avaient songé à relever aussi le prix du tabac et de la vodka, avant d'y renoncer, de crainte d'ajouter à une contestation diffuse dont la police politique, le KGB, venait de donner la mesure en haut lieu. Pour le seul début de 1962, le KGB disait avoir saisi trois fois plus de tracts hostiles à Khrouchtchev que durant toute l'année 1961 et avoir démantelé un nombre accru de petits groupes contestant le régime.

Sous la chape de la dictature, le mécontentement

Le KGB avait-il gonflé son bilan pour se faire valoir? En tout cas, malgré la dictature étouffant toute forme d'expression indépendante, des tracts dénonçant les hausses de prix avaient surgi à Moscou, à Tchéliabinsk, ville industrielle de l'Oural, à Khabarovsk, sur la frontière chinoise. À Leningrad, Tambov, Magnitogorsk, Donetsk, des appels à la grève étaient même apparus sur les murs. À Novotcherkassk, la réaction ouvrière prit un caractère de contestation politique massive et le régime répliqua par une répression féroce.

Prix en hausse, salaires en baisse

Dans la principale usine de la ville, NEVZ (construction de locomotives électriques), la direction était en train de réduire d'un tiers la paie des 14 000 travailleurs quand ces hausses de prix entrèrent en vigueur. Pour les ouvriers, dont

beaucoup n'avaient pu se loger que dans le privé et qui, les étals des magasins d'État étant vides, n'avaient pas les moyens d'acheter à prix libres au marché kolkhozien, la coupe était pleine. Pas question de prendre le travail.

Le directeur et le chef du parti de l'usine vinrent les sermonner. Sans autre résultat que d'attiser leur colère, quand le directeur déclara que, s'ils ne pouvaient s'offrir de la viande, ils n'avaient qu'à « manger des pâtés d'abats ».

« De la viande, du beurre, la hausse des salaires », « On veut des logements » ou « Khrouchtchev à la casse-rolle ! » répliquèrent les ouvriers sur des pancartes au fur et à mesure que les ateliers cessaient le travail.

Des grévistes partirent faire le tour des usines de la ville pour qu'elles se joignent au mouvement. D'autres bloquèrent la voie ferrée, actionnant le signal de détresse du train Saratov-Rostov dans l'espoir d'alerter les villes voisines. Dans l'après-midi, des milliers de grévistes s'en allèrent débusquer les responsables de l'administration dans leurs locaux, les forçant à dire « comment on peut vivre avec des salaires abaissés et des prix augmentés », tandis que des orateurs dénonçaient la misère à laquelle les autorités contraignaient les travailleurs.

La foule ouvrière balaya les forces de police envoyées « libérer » NEVZ et, après avoir décidé de manifester en ville le lendemain, elle fit un feu de joie avec des portraits de Khrouchtchev.

Le soir, des automitrailleuses étant venues « délivrer » les dirigeants de l'usine, les grévistes bloquèrent les portes et érigèrent une barricade sans que les soldats, éprouvant une sympathie visible pour le mouvement, s'opposent à eux.

Les autorités ayant alerté le Kremlin, Khrouchtchev dépêcha sur place deux membres du Présidium (le Bureau politique), dont Mikoyan. Durant la nuit, des tanks entrèrent en ville tandis que le KGB arrêtait certains meneurs ouvriers.

« Place à la classe ouvrière ! »

Le lendemain, 10 000 travailleurs gagnèrent le centre-ville, derrière des portraits de Lénine et des banderoles réclamant plus de justice sociale. Trouvant des tanks sur leur chemin, ils scandaient : « Place à la classe ouvrière ! » Les tankistes les laissèrent passer. Même chose de la part des soldats chargés de protéger le siège de l'administration, d'où Mikoyan et ses comparses venaient de fuir. Découvrant sur place que « ses » dirigeants s'apprétaient à faire bombance de mets dont les travailleurs n'avaient même plus idée, la foule dévasta l'immeuble.

Une délégation de neuf ouvriers se rendit alors au siège du parti et demanda que l'armée évacue la ville, puis s'en alla rencontrer Mikoyan dans l'enceinte militaire où il s'était réfugié. Il promit de faire revoir les normes de salaire, mais déclara ne rien pouvoir faire pour les prix.

Le chef de la délégation, l'ouvrier Mokrousov, menaça : « Nous sommes la classe ouvrière, nous sommes nombreux. »

Des manifestants ayant attaqué un poste de la milice pour libérer leurs camarades arrêtés, les miliciens tuèrent un manifestant.

Peu après, c'est devant le Comité de ville où se pressait une foule compacte que la troupe tira. Pour empêcher que troupe et grévistes fraternisent, les autorités avaient remplacé les conscrits slaves par des soldats caucasiens, dont le russe n'était pas la langue et qui pouvaient plus difficilement se sentir proches de la population locale. Il y eut une cinquantaine de morts et des centaines de blessés. Selon un témoin, « la place était couverte de sang, sur lequel ressortaient les casquettes blanches des enfants écrasés dans une boue sanglante ».

La nouvelle du massacre

eut un effet immédiat : les usines qui n'étaient pas encore en grève cessèrent le travail, des dizaines de milliers d'ouvriers envahissant les alentours du Comité de ville.

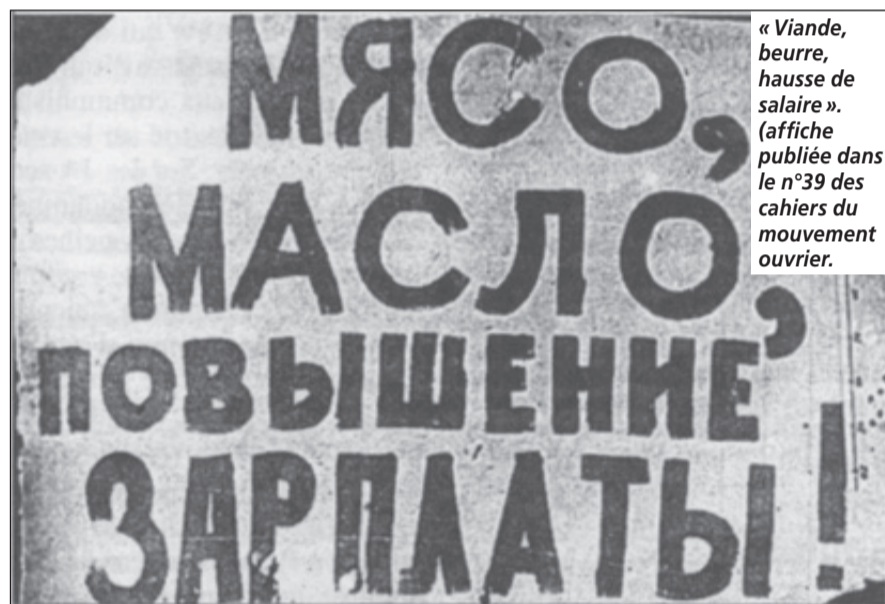
Le KGB, qui avait photographié des milliers de manifestants, arrêta des centaines de personnes durant la nuit. Le mouvement était décapité. Instaurant le couvre-feu, le régime coupa la ville de tout contact avec l'extérieur après le 3 juin, mais améliora son approvisionnement.

C'était, dit-on en russe, « le pain d'épice et le knout ». Mais entre la carotte et le bâton, c'est de ce dernier que les autorités se servirent le plus. Elles voulaient briser dans

procès et condamnations à huis clos en septembre et en octobre. Et la chape de plomb de la censure s'abattit sur cette tuerie, dont presque personne n'entendit parler en Union soviétique, et encore moins au dehors.

En mémoire des combattants ouvriers

Un des premiers grévistes, l'ajusteur Piotr Siouda, fut arrêté le 2 juin et condamné à douze ans de prison. Il était le fils d'un vieux-bolchevik que Staline avait fait mourir en prison et sa mère avait passé sept ans en camp comme femme d'un « ennemi du peuple ». À sa sortie de prison, Siouda, qui se



l'œuf toute velléité de réaction de la classe ouvrière. Six ans après, le souvenir de la révolution ouvrière de 1956 en Hongrie était encore vif et cuisant pour la bureaucratie russe. Et Mikoyan, qui avait alors été envoyé à Budapest, savait d'expérience quelle formidable force de déstabilisation pour le régime pouvait receler une mobilisation ouvrière. D'ailleurs, de peur que les ouvriers de Novotcherkassk n'aient envoyé des agitateurs dans d'autres centres industriels, le Kremlin se hâta d'envoyer des émissaires dans des régions telles que le Donbass, pour y organiser un contre-feu.

En août, le pouvoir organisa une parodie de procès contre quatorze ouvriers de Novotcherkassk. Traités de « bandits et de provocateurs », sept furent condamnés à mort, les autres écopant de lourdes peines de prison. Il y eut encore des centaines d'arrestations, d'autres

disait « bolchevik sans parti », s'employa à faire connaître ce qu'il appelait « un des crimes les plus sanglants du parti et de l'État contre Octobre et le bolchevisme-léninisme ».

En 1987, il présenta une demande de réhabilitation des victimes de Novotcherkassk. Malgré la promesse de Gorbatchev de faire la transparence sur les pages sombres du régime, sa demande resta sans réponse. Mais, ayant imprudemment fait savoir qu'il avait découvert où on avait clandestinement enterré les victimes du massacre, Siouda fut frappé à mort en pleine rue, dans la nuit du 5 mai 1990, par des « inconnus » qui lui volèrent des documents qu'il avait recueillis sur ces événements. D'évidence, les héritiers de Staline ne tenaient pas à ce qu'il puisse être dit que, en URSS, la classe ouvrière avait relevé la tête face à la bureaucratie.

Pierre LAFFITTE

• Sevelnord – Hordain (Nord)

Chantage à l'emploi

Sevelnord est sur la liste des sites condamnés à la fermeture par PSA, comme les usines d'Aulnay et de Madrid. On se souvient que c'est la CGT d'Aulnay qui a révélé le plan secret de PSA, qui prévoyait de n'annoncer ces projets de fermeture que bien plus tard.

Il y a encore 2 700 travailleurs à Sevelnord. Pour l'instant, Fiat est encore partenaire de PSA et les véhicules (en majorité des utilitaires) qui sortent des chaînes sont de marque Fiat, Citroën et Peugeot. Mais Fiat a annoncé son intention de rompre le partenariat. Et PSA déclare ne pas vouloir continuer seul.

PSA est donc officiellement à la recherche d'un autre partenaire. Des noms de marques sont cités, mais rien n'est confirmé pour l'instant. Première incertitude. Mais il y en a une autre : le modèle actuel sera bientôt en fin de vie. Y en aura-t-il un autre ? Là encore, PSA ne s'engage à rien et met même Sevelnord

en concurrence avec son usine de Vigo en Espagne. Ces deux incertitudes pesant lourd sur le moral des travailleurs de l'usine, la direction de PSA et le directeur de Sevelnord ont donc jugé que le moment était bien choisi pour attaquer.

Le directeur a mis en place une négociation avec les syndicats dits représentatifs. Il appelle ça « *amélioration de la performance de Sevelnord* ». Il s'agit selon lui de revenir sur la mobilité, la flexibilité et la maîtrise salariale, dans le but d'être plus performant que le site espagnol de Vigo, pour être choisi par PSA à sa place et gagner la fabrication du futur utilitaire.

Et il a les dents longues, le

directeur : sur 2 700 travailleurs, il veut supprimer 800 emplois. Il veut pouvoir déplacer les travailleurs dans l'usine comme il l'entend, y compris en les déclassant. Il veut pouvoir muter dans d'autres usines sans verser de primes de déplacement, faire et défaire à son gré les équipes de travail et leurs horaires. Tout cela bien sûr, soi-disant pour « *le bien du salarié* », pour sauver les emplois.

« *Tout faire pour sauver les emplois à la Sevelnord* » : tout le monde le dit. Bien sûr, les syndicats, les politiques, mais aussi la direction de Sevelnord, et jusqu'au PDG de PSA... Mais aucun de ces derniers ne propose de prendre sur les profits de PSA pour cela, ni sur les 11 milliards de liquidités dont

dispose le groupe.

Pour l'instant, seuls la CGT de l'usine et le bulletin *Lutte Ouvrière* parlent de chantage. Les autres syndicats font mine de bien vouloir accepter des sacrifices, mais « *à condition que le nouveau modèle soit garanti pour Sevelnord* ». Ce à quoi la direction répond du tac au tac qu'il faut commencer par faire les efforts pour convaincre PSA et avoir le nouveau modèle. Elle veut bien reconnaître que son plan ne s'appliquera pas si le nouveau modèle ne vient pas. Ben voyons ! S'il n'y a plus d'emplois ni d'usine, plus besoin d'organiser le travail.

Les travailleurs, eux, sont d'abord inquiets. Ils assistent aux licenciements de ceux qui sont déclarés inaptes. En un

an, c'est déjà plus d'une centaine de travailleurs qui sont partis ainsi. Il y a aussi ceux qui craquent sous la pression des chefs et partent soi-disant « *volontairement* ».

À part quelques manifestations le samedi, il n'y a pas encore eu de réaction ouvrière. Le moral n'y est pas, dans une usine où les journées non travaillées se multiplient et où les responsables ne cessent de répéter que « *la porte est grande ouverte, vous pouvez partir...* » Mais chacun est bien conscient de tous ces mauvais coups qui se multiplient et chacun supporte de plus en plus mal les provocations. À force de tirer sur la ficelle, la direction peut la faire casser...

Correspondant LO

• Faurecia – Cercy-la-Tour (Nièvre)

Une semaine de chômage par mois

L'usine Faurecia de Cercy-la-Tour fabrique des sièges automobiles (armatures brutes et sièges de rechange), essentiellement pour Peugeot.

La direction vient d'annoncer 32,8 jours de chômage d'ici fin 2012. Cela fait une semaine par mois sans travailler jusqu'à décembre. Les prévisions de chiffre d'affaires pour le deuxième semestre 2012 seraient en baisse d'un million d'euros, ce serait donc aux travailleurs de payer pour les soubresauts du marché automobile.

Déjà en janvier 2012 quatre jours de RTT ont été retirés. La direction a fait du chantage à la compétitivité et aux risques de fermeture de l'usine, pour faire accepter cette mesure par référendum. Quelques mois plus tard, c'est le chômage. La direction dit que le but est d'éviter un plan de licenciements qu'elle appelle PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi). C'est le chantage qui continue et on ne peut être sûr de rien pour l'avenir. D'ailleurs il y a déjà eu un plan de licenciements et plus de 130 salariés

sont partis depuis 2006, sans compter plusieurs dizaines d'intérimaires qui ne sont jamais revenus.

Les travailleurs vont donc payer directement la crise par une baisse importante de leur pouvoir d'achat. Soit ils devront prendre sur leurs congés, soit ce sera du chômage dont ils ne connaissent pas encore l'indemnisation, soit ce sera les deux.

Mais, même si la production va diminuer, les cadences de travail, elles, sont maintenues au plus haut. Il faut accélérer les cadences, travailler jusqu'au dernier moment pour faire leur fameux PDP (production de pièces produites par heure). Pour la direction, il faudrait se crever au travail et faire la production, pour qu'ensuite elle fasse des économies en fermant des ateliers.

La rapacité de Faurecia, comme celle de tout le patronat, n'a pas de limites. Partager le travail, prendre sur les bénéfiques (Faurecia a été félicité par Peugeot pour ses + 84% de bénéfiques en 2011) serait vital.

Correspondant LO



Manifestation pour Sevelnord à Valenciennes, novembre 2011.

• Fremarc – Douai (Nord)

Grève contre Renault et son mépris

Les 40 travailleurs de Fremarc, à Douai, ont décidé à l'unanimité de se mettre en grève et d'occuper leur usine à partir du lundi 4 juin, tant qu'ils ont encore des commandes de Renault. Ils comptent bien que ces pièces manqueront à Renault, qui fonctionne en flux tendu, et que cela va gripper la machine à profits.

Entreprise de profilage de pièces à froid pour l'automobile, créée il y a dix ans pour fournir des pièces à Renault Douai, au moment du lancement de la Mégane II, Fremarc emploie 40 travailleurs et est une filiale d'une entreprise italienne, Emarc.

À l'heure actuelle, le chiffre d'affaires de l'entreprise ne représente plus qu'une activité de 1% pour Renault Douai, 7% pour MCA Maubeuge, le reste étant réalisé à l'exportation pour le groupe Renault.

Mais justement, le groupe Renault a fait savoir qu'il ne comptait plus sur Fremarc, alors que dans le même temps il passait commande de pièces pour le Trafic qui sera réalisé à Sandouville auprès de Magneto, un autre sous-traitant local. Les discussions sur les prix les plus bas possibles ont dû tourner cette fois au désavantage de Fremarc. Renault prend et jette ses sous-traitants comme des

kleenex et se moque bien de ce que deviendront ceux qui y étaient employés.

Les travailleurs réclament, soit que Renault leur fournisse à nouveau du travail, soit d'être intégrés au personnel de l'entreprise Magneto. En tout cas, ils ne sont pas prêts à se laisser jeter à la rue.

Lors d'un meeting dans l'entreprise ce lundi 4 juin, de nombreux militants d'autres entreprises et quelques politiques sont venus les soutenir. Les travailleurs de Fremarc veulent faire connaître largement leur lutte, et ils ont raison !

Correspondant LO

• SNCF Orléans-les-Aubrais

La direction continue de jouer avec la peau des cheminots !

Une nouvelle fois, dans la nuit du mercredi 30 au jeudi 31 mai dernier, vers 1 h 30, trois travailleurs du rail ont failli perdre la vie sur un chantier de remplacement d'aiguillage, en gare des Aubrais-Orléans.

Ce chantier était une fois de plus très mal organisé, les cheminots et l'encadrement en nombre insuffisant. Fait nouveau, l'annonce de l'arrivée d'un train, à l'aide de trompes très puissantes, était sous-traitée à une société privée.

Vers 1 h 30, alors qu'un train survenait sur une voie contiguë au chantier, les jeunes annonceurs de cette société qui n'ont pas plus de six mois d'ancienneté dans ce métier, n'ont actionné leur trompe qu'une seule fois à l'approche du train. Le bruit étant infernal sur ces chantiers, les agents n'ont pas entendu le signal. Deux cheminots qui contournaient le chantier, car l'entrevoie était obstruée par du matériel de soudage, n'ont eu la vie sauve que parce que le conducteur du train a sifflé longuement et qu'ils ont pu se jeter à terre. Un conducteur d'engin de la société privée, qui se trouvait lui aussi dans l'entrevoie, a pu se réfugier dans son engin au dernier moment car les cheminots lui ont crié qu'un train arrivait sur lui !

Après quatre accidents mortels depuis le début de l'année et de nombreux

accidents évités de justesse, la SNCF persiste dans sa volonté de privilégier la rentabilité au détriment des conditions de travail et de la vie des travailleurs du rail. Les effectifs sont tellement insuffisants que les horaires de ce chantier, prévus de 21 h à 5 h, ont été largement dépassés. Les nuits, en cette saison, sont particulièrement exténuantes, car on va se coucher quand il fait déjà jour. L'annonce de l'arrivée des trains, qui auparavant était faite par des cheminots, est maintenant confiée à de telles sociétés privées (filiales de la SNCF!) dont les agents n'ont aucune connaissance précise des lieux où ils interviennent, contrairement aux cheminots des brigades voies qui travaillaient sur leur secteur.

Tous les cheminots présents ont eu une peur bleue. Et surtout, une colère froide en



pensant que trois des leurs auraient pu perdre la vie, à peine deux mois après l'accident de Toury, où un jeune camarade de 22 ans a trouvé la mort.

La direction n'avait pas jugé utile de prévenir le CHS-CT de ce qui a failli se transformer en accident grave. Mais dès le lendemain, les

militants du CHS ont réuni leurs camarades. Ensemble, ils ont décidé d'exercer leur droit de retrait et le chantier est arrêté depuis.

Il y a une profonde colère contre les pratiques de la direction qui ne met pas en place les effectifs suffisants et compétents, qui sous-traite

tout, y compris la sécurité. De nombreux cheminots veulent l'exprimer à l'occasion de la journée nationale de grève des cheminots de l'Équipement, le jeudi 7 juin, avec rassemblement devant la direction à Paris.

Correspondant LO

Cheminots ou chair à chantiers ?

Cette lettre avait été envoyée deux jours avant le quasi-accident par un délégué à son chef d'établissement.

« Monsieur le DRH de l'Infrapole Centre,

Une nouvelle fois, je viens de prendre connaissance des tableaux de service (semaine 24) où des agents caténaires font des amplitudes de travail de 47 heures en deux nuits et

quatre jours. Connaissant le retard que prennent en ce moment systématiquement nos chantiers, autant dire que les 50 heures vont une nouvelle fois être dépassées. Je suis écœuré. Je pensais que l'accident mortel d'Antony Ledon et que nos discussions concernant des faits similaires en mai auraient servi. Or je m'aperçois qu'il n'en est rien!!!

Que cherchez-vous

réellement? A battre et à parier sur le record de l'agent qui aura fait le plus d'heures en une semaine? Quel est l'enjeu? Savoir si nos agents vont tenir le coup, comme ce DPX qui, suite à pression hiérarchique, s'est écroulé?

Tout ce temps passé en discussion et à essayer de vous faire comprendre que nous ne sommes pas de la chair à chantier, à vous exposer nos

revendications, n'aura finalement servi à rien puisque seule compte pour vous la productivité. Vos groupes de travail, vos grandes phrases, vos réunions où vous avez juré pratiquement la main sur le cœur intervenir, ne sont finalement qu'enfumage et comédie. Trop d'agents ont perdu la vie parce des personnes comme vous ont finalement plus de respect pour la sacrosainte finance que de respect pour la vie d'autrui. »

• Liquidation de Novatrans

La mort du ferroutage en France ?

Les salariés de Novatrans ont manifesté jeudi 24 mai devant le ministère des Transports pour s'opposer à la « mort programmée » de leur entreprise. Spécialisée dans le transport combiné rail-route, Novatrans est devenu en 2009 une filiale de la SNCF, qui au passage a licencié une centaine de salariés.

L'an dernier, Novatrans a présenté un bilan financier déficitaire de 18,6 millions d'euros, sur un chiffre d'affaires de 86,8 millions. Le mois dernier, la direction a présenté au conseil d'administration un plan de retour à l'équilibre qui, selon les syndicats, « n'est basé que sur la réduction du nombre de trains, la fermeture de terminaux et une réduction massive des effectifs ». Il a été refusé par

la SNCF.

« En parallèle, dit le communiqué envoyé à la presse par les responsables syndicaux, le projet de mise en vente n'ayant recueilli qu'un repreneur potentiel sérieux, l'actionnaire laisse donc jusqu'au 8 juin prochain, date du prochain conseil d'administration, la possibilité de revoir cette proposition. Mais la crédibilité de cette piste reste incertaine. Aujourd'hui, si rien n'est fait, plus de 300 salariés de Novatrans et de ses filiales vont perdre leur emploi. » [...]

« Les salariés de Novatrans interpellent les pouvoirs publics – État, régions, départements, collectivités locales – pour qu'ils leur apportent leur soutien. »

Alors que dans quelques

jours les salariés de Novatrans risquent de se retrouver au chômage, la réponse du ministre des Transports Frédéric Cuvillier a été de demander à la SNCF « d'organiser une table ronde visant à examiner toutes les solutions possibles pour assurer la pérennité de l'entreprise ». Il a aussi promis pour cet été « une réflexion sur l'avenir de la filière »!

Novatrans est à 96 % détenue par la SNCF, elle-même entreprise d'État. Et tout ce que propose le ministre face à l'urgence de la situation, c'est d'organiser des parlottes, alors qu'il aurait le pouvoir de maintenir les emplois des salariés et l'activité de l'entreprise, d'autant plus utile que, comme le rappellent les syndicats, « le transport combiné

permet de diminuer les gaz à effet de serre et la pollution au dioxyde de carbone, de sécuriser le transport de matières dangereuses, et de désengorger

et de sécuriser les routes et les grandes agglomérations de la circulation de centaines de milliers de camions par an. »

Marianne LAMIRAL

• Travaux sur le sillon alpin Le courant passe... avec le privé

Sur la ligne ferroviaire du sillon alpin Valence-Genève, les travaux d'électrification du tronçon Montmélian-Gières (au nord de Grenoble) doivent avoir lieu du 2 juin au 3 septembre. Il est prévu de fermer totalement la circulation pour la durée des travaux, contrairement à ce qui s'était fait pour l'électrification de Lyon-Grenoble, où il n'y avait eu que des coupures

partielles, avec seulement quelques trains supprimés.

Les travaux sans circulation permettent à RFF de les faire 24h/24, avec participation du privé et uniquement du privé. Certains prétendent que l'on exclut les cheminots car ils coûtent trop cher. Mais s'il y a des malfaçons, qui viendra pour tout remettre en état de marche?

Correspondant LO

• Groupe Doux - Père Dodu

La rapacité d'un volailler

Le groupe volailler Doux, surtout connu par la marque Père Dodu, vient de déposer le bilan et d'être mis en redressement judiciaire. Une telle situation risque d'entraîner une cession ou des arrêts d'activité dans certains secteurs, ce qui aurait des conséquences dramatiques pour les 3 400 salariés du groupe en France, auxquels il faut ajouter plusieurs milliers de sous-traitants, dont 800 éleveurs.

En 2010 Le groupe Doux a réalisé 1,4 milliard de chiffre d'affaires. Il exporte des poulets dans 110 pays mais, dit-il, serait « plombé » par une dette estimée à 430 millions d'euros. D'où vient cette dette? D'investissements au Brésil pour près de 300 millions d'euros, d'une hausse des coûts des aliments pour volaille. Toujours est-il que la famille Doux est parvenue à accumuler une fortune estimée à 330 millions d'euros en 2011, en progression de presque 18 % par rapport à l'année précédente.

Charles Doux et sa famille ont accumulé ces millions en exploitant féroce les ouvriers. Leurs usines sont connues pour leurs conditions de travail exécrables. Les salaires stagnent au smic, quelle

que soit l'ancienneté. Sur les chaînes d'abattage et de conditionnement des poulets vendus en frais, par exemple, le travail se fait en deux équipes de huit heures, dans des odeurs infectes, à des températures comprises entre 0 et 7°C et à des cadences très élevées. Les maladies professionnelles de type TMS (troubles musculo-squelettiques) sont fréquentes et, après avoir ainsi été abîmés par le travail, bien des ouvriers finissent par être jetés à la porte pour inaptitude.

Chez Doux, il n'y a pas de petits profits. En 2003, le volailler avait décidé de ne plus payer les temps de pause, ce qui revenait à faire travailler les ouvriers 2h30 de plus par semaine pour le même salaire. Le groupe a été condamné à plusieurs reprises

aux Prud'hommes à payer ces temps de pause, mais aujourd'hui encore, presque dix ans plus tard, il n'a pas obtenu. Ainsi, à l'usine de Laval, la procédure judiciaire continue et les ouvriers n'ont encore rien touché.

Depuis dix ans, les fermetures de sites se sont succédé. Plus de 2000 salariés ont perdu leur emploi. Quant aux éleveurs de volaille qui travaillent pour Doux, ils ne sont pas mieux lotis. Les prix auxquels Doux achète la volaille leur sont imposés et les factures sont payées de plus en plus en retard.

Tout ceci n'a pas empêché les pouvoirs publics d'accorder de importantes aides publiques à Doux. Le groupe bénéficie en effet chaque année de ce que l'on appelle les « restitutions européennes ». Il s'agit d'aides versées par l'Europe pour compenser le fait qu'il vendrait à bas prix sur les marchés du Proche et du Moyen-Orient. Ces restitutions ont atteint 60 millions d'euros entre octobre 2010 et octobre 2011. On estime que,



depuis quinze ans, le groupe a ainsi engrangé plus d'un milliard d'euros d'aides européennes! Cela sans compter les aides publiques provenant du fait que le groupe produit lui-même la nourriture des animaux dans ses propres usines, à base de céréales elles aussi largement subventionnées.

Aujourd'hui, le gouvernement Hollande semble ne pas apprécier que Charles Doux ait choisi le dépôt de bilan plutôt que l'option qu'il soutenait, à savoir le renflouement du groupe par la banque Barclays, qui en aurait ainsi pris en partie

le contrôle. Les négociations se poursuivent entre le volailler et les ministères de l'Agriculture et du Redressement productif, qui aboutiront sans doute à de nouvelles subventions publiques, sous le prétexte habituel de sauver l'emploi. Pourtant, le groupe Doux aurait les moyens de maintenir l'activité industrielle et les emplois, ainsi que de payer les producteurs de volaille. Qu'il prenne donc pour cela sur les profits accumulés par la famille Doux et les autres actionnaires!

Valérie FONTAINE

• Air France

Le gouvernement et la prime de départ du PDG

Évidemment, quand la direction d'Air France pleure misère et annonce un train de mesures de gel des salaires, d'augmentation de l'intensité du travail, de réduction des effectifs, ça la fiche mal si, en même temps, le public apprend qu'un ancien PDG de la compagnie est parti avec une prime de 400 000 euros. Du coup, le gouvernement s'est senti obligé de réagir, ou au moins de tenter de faire croire qu'il n'était pas d'accord.

Pendant les jours précédant l'assemblée des actionnaires de la compagnie, privatisée sous Jospin, des ministres se sont relayés pour dire qu'ils ne trouvaient pas cette prime normale. Puis, les mêmes ont annoncé qu'ils avaient donné l'ordre au représentant de l'État, qui reste actionnaire d'Air France pour 14,7 %, de voter contre cette prime. Enfin, toujours à grand renfort de trompettes, on a annoncé que les actionnaires avaient, à une grande majorité, voté contre cette prime.

Sauf que... Premièrement, l'ex-PDG, Gourgeon, a déjà

touché cette prime lors de son départ, l'automne dernier. Ensuite, rien ne l'oblige à la rembourser.

Gourgeon comme le président du groupe Air France-KLM, Spinetta, sont proches du Parti socialiste et peuvent apprécier en connaisseurs la comédie que ce parti joue au public.

Cette comédie n'émeut pas le moins du monde le président Spinetta. Dans une publication de la direction d'Air France, *Flash Actu*, il a tenu à justifier la prime de son ancien poulain, la décrivant comme « normale » et « raisonnable », et la justifiant par le fait qu'il s'agirait de la rétribution d'une sorte de prime de non-concurrence. Il précise

au passage – ce que le personnel ignorait jusqu'alors – qu'une quarantaine de très hauts cadres de la compagnie sont concernés par ce système, ou plutôt en bénéficient en cas de départ.

Quand le socialiste Spinetta et l'UMP de Juniac, qui a remplacé Gourgeon, prévoient de supprimer des milliers d'emplois dans la compagnie, est-ce

qu'ils vont proposer cette prime « raisonnable » à tous ceux dont ils veulent se débarrasser?

Partir avec 400 000 euros, cela pourrait en tenter plus d'un parmi les employés, ouvriers ou techniciens d'Air France et, s'il le faut, ils seraient sans doute eux aussi prêts à s'engager à ne pas aller chez la concurrence...

Correspondant LO

• Rotos 93 - le Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) Contre la fermeture, l'imprimerie occupée

Depuis la décision de mise en liquidation, les vingt salariés de l'imprimerie Rotos 93, qui a entre autres imprimé notre hebdomadaire Lutte Ouvrière pendant de longues années, occupent leur entreprise jour et nuit. Ils contestent la décision de leur direction, qui les a mis brutalement devant le fait accompli en ne les prévenant qu'une semaine à l'avance de la fermeture.

Ils refusent d'être jetés à la rue comme des malpropres après avoir travaillé vingt ans dans cette usine vétuste, six jours sur sept, parfois même le dimanche ou plus de dix

heures par jour, dans des conditions difficiles du fait du manque d'équipement. Pendant vingt ans, le patron a investi le moins possible. Cela ne s'est pas arrangé depuis la mise en gérance il y a huit ans. Lorsque les travailleurs demandaient des pièces indispensables, ils s'entendaient répondre: « Tu n'a qu'à les payer toi-même »! Il fallait parfois les démonter d'une machine pour les remonter sur une autre afin de pouvoir faire un tirage. Quant à amener le minimum nécessaire sur place comme des chaises, des tables, des réfrigérateurs, les travailleurs ont dû le faire

eux-mêmes.

Autant dire que les salariés ont fait tous les efforts, le patron n'a eu qu'à empocher. Il leur doit encore des semaines de vacances qu'il s'est engagé à payer, mais qui n'apparaissent toujours pas sur la feuille de paye de mai, censée être la dernière versée.

Ils ont reçu le soutien de militants syndicaux de la presse, d'élus locaux dont Marie-George Buffet du PCF, de candidats aux élections législatives, et aussi de travailleurs de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, située non loin de là et elle aussi menacée de

fermeture. Ils ont bien sûr le soutien de Lutte Ouvrière.

La perte de leur emploi est évidemment un drame: certains ont des crédits en cours et tous ont bien sûr besoin d'un salaire pour vivre. Alors, les travailleurs de Rotos 93 exigent de leur direction de pouvoir quitter l'usine dignement, c'est-à-dire avec un reclassement dans le même secteur ou un plan de formation. En tout cas, ils se sont organisés pour se défendre, et leur détermination ne faiblit pas.

Correspondant LO

• Meryl Fiber – Saint-Laurent-Blangy (Pas-de-Calais)

Le responsable est Rhodia-Solvay



Meryl Fiber, deuxième producteur européen de fibres synthétiques polyamides, compte 343 salariés dans son usine de Saint-Laurent-Blangy. Placée en liquidation judiciaire, celle-ci devrait cesser toute activité autour du 14 juin, laissant sur le carreau l'ensemble des travailleurs.

Ancienne propriété de Rhône-Poulenc, puis de Rhodia, l'entreprise n'a cessé d'être démantelée depuis vingt ans : elle a été découpée en plusieurs entités, rachetée par différents groupes, dont une banque qui a fait faillite en 2009, et enfin revendue à des margoulins. Pourtant, malgré tous ces changements de propriétaires, l'entreprise a continué à avoir Rhodia comme principal fournisseur et commanditaire.

Au début 2012, la direction a annoncé que, n'ayant pas réussi à emprunter pour continuer l'activité, l'entreprise était placée en cessation de paiement. Suite à un fax d'une banque qui

refusait la reprise, le 14 mai, les salariés se sont rassemblés et ont décidé de faire parler d'eux. Des manifestations ainsi que le blocage des stocks à l'intérieur de l'usine ont fait venir les caméras sur le site.

Des représentants politiques, notamment de gauche, sont venus aussi pour leur affirmer leur soutien, certains faisant espérer que le cabinet de Montebourg suivait le dossier. Mais chaque fois, c'était aussi pour expliquer aux travailleurs qu'il fallait du temps et donc patienter, jusqu'à la liquidation annoncée le 30 mai.

Pourtant, il ne fallait pas des heures d'expertise pour

désigner les véritables responsables des licenciements et donc ceux à qui il faudrait présenter la facture. C'est bien Rhodia, appartenant désormais au groupe Solvay, avec son 1,2 milliard d'euros de bénéfices pour 2011, qui doit payer le maintien des emplois, ou à défaut des indemnités telles que les travailleurs ne se retrouvent pas aux Restos du cœur dans quelques années.

Quand un pauvre ne paie pas ses factures, la société bourgeoise lui envoie un huissier accompagné de policiers et réquisitionne ses maigres biens. Pourquoi Montebourg et son cabinet ne le feraient-ils pas vis-à-vis des actionnaires de ces groupes capitalistes, fabricants de chômage ? Encore plus en période de crise, pas un travailleur ne devrait être licencié.

Correspondant LO

• Thomson Technicolor – Angers

Le groupe doit payer !

Après avoir manifesté toute la journée du jeudi 31 mai devant les portes de l'usine, avec nombre de délégations des entreprises de la localité, les salariés de Thomson Technicolor Angers ont débrayé aussi le lendemain, à l'annonce de la mise en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Nanterre.

Il y a de quoi être révolté devant les agissements du groupe Technicolor, contrôlé par plusieurs grandes banques européennes et convoité par la riche banque américaine JP Morgan... mais qui s'est arrangé pour que sa filiale Thomson Angers soit mise en redressement judiciaire, de façon à faire payer les salaires du mois de mai par la collectivité, par le recours aux AGS (régime de garantie des salaires). Cette « justice »-là n'écoute que les arguments des patrons.

Malgré les objections des représentants des salariés, le

tribunal a en effet accepté de considérer Thomson Angers comme une entité indépendante du groupe, même si le statut juridique de cette SA, exhumé des tiroirs, n'a plus rien à voir avec la réalité : officiellement, sa raison sociale est de fabriquer des téléviseurs. En fait, elle fabrique des décodeurs, commandés par la maison mère, qui lui achète les composants, qui fixe les prix de ses produits, en se référant d'ailleurs au prix horaire payé aux salariés... en Ukraine. C'est le groupe qui dicte tous les choix, ce qui est produit et

la manière de le faire. C'est aussi le groupe, bien sûr, qui a exigé de demander la mise en redressement judiciaire. Dans ces conditions, il lui a été facile de faire apparaître des pertes, même si elles sont complètement artificielles.

Cette véritable mise en scène a été dénoncée par l'intersyndicale et son avocat. Mais les juges n'ont pas voulu voir le lien entre cette demande de cessation de paiement et le plan 2012 du groupe Technicolor pour réduire les coûts dans sa branche Connected Home. Ce plan prévoit aussi la suppression de 44 postes à Rennes et 52 à Issy-les-Moulineaux.

Les travailleurs ne sont pas dupes de cette mascarade : Technicolor doit payer !

Correspondant LO

• Nestlé – Caudry (Nord)

Grève pour les salaires

90 % des 142 ouvriers de l'usine Nestlé de Caudry ont arrêté le travail, réclamant une augmentation de 175 euros brut pour tous. Cette usine fabrique des pizzas surgelées de la marque Buitoni, et la multinationale Nestlé dont elle fait partie a fait 7,5 milliards d'euros de bénéfices en 2011. Tout va bien pour les actionnaires, qui se sont partagé un milliard de dividendes, mais à l'usine de Caudry, cela se traduit par l'augmentation des cadences et le travail de plus en plus pénible. Depuis quelque temps, la direction voudrait aussi imposer à chaque ouvrier d'observer le travail d'un collègue, et de remplir un questionnaire pour savoir s'il respecte bien les règles de sécurité et d'hygiène. Les ouvriers en ont assez d'être ainsi poussés par l'encadrement à se surveiller les uns les autres.

La direction proposait avant la grève 1,8 %, ce qui faisait environ 20 euros pour la plupart des ouvriers de l'usine dont les salaires, même après dix ans d'ancienneté, tournent

autour de 1 300 euros par mois. Mais les grévistes refusent une augmentation en pourcentage qui favoriserait bien sûr les hauts salaires des cadres.

Aucune pizza n'est sortie de l'usine depuis le début de la grève. Les ouvriers ont bloqué le portail avec des palettes, et ils se retrouvent chaque jour devant l'usine, une équipe le matin, l'autre l'après-midi. Après une semaine de grève, la direction a proposé 80 euros d'augmentation. Mais cela ne fait pas le compte, et vendredi 1^{er} juin, l'assemblée générale des grévistes a massivement reconduit la grève pour la semaine suivante.

Lundi 4 juin, les grévistes ont reçu un courrier de la direction annonçant sa proposition de 80 euros d'augmentation et réclamant la fin de la grève, qui selon elle mettrait en péril l'entreprise. Ce chantage n'a pas entamé le moral des grévistes, qui bloquent toujours l'entrée de l'usine. Et en effet le groupe Nestlé a largement de quoi payer.

Correspondant LO

• Gascogne – Dax-Mimizan

L'entreprise aux salariés ! Pas aux banquiers !



Mardi 5 juin, alors que les actionnaires du groupe Gascogne (produits du bois, papiers) se réunissaient à l'Atrium de Dax, 200 salariés de l'usine de la ville et de celle de Mimizan, soutenus par des salariés d'autres usines (Egger à Rion-des-Landes et Rol Pin à Labouheyre), sont venus leur crier leur colère, à l'initiative de la CGT. Depuis quelques années le groupe, endetté auprès des banques, est démantelé. En ce moment c'est l'usine Laminat, 300 salariés à Dax, qui est mise en vente, l'usine « la plus rentable » du groupe.

Les salariés s'inquiètent : que vont devenir ceux de la papeterie de Mimizan ? Que vont devenir ceux de Dax ? Que feront les futurs propriétaires ? Pour le journal *Sud Ouest*, 600 emplois sont menacés dans le groupe. En tout cas

les salariés du groupe Gascogne savent ce que peuvent signifier ces ventes, puisque auparavant c'est leur propre groupe qui rachetait des usines concurrentes pour récupérer le carnet de commandes, et ensuite fermer l'usine.

Alors, pression des banques ? Volonté des actionnaires ? Peu importe. Les salariés ont toutes les raisons de prendre les devants et de montrer à ces messieurs qu'ils défendront leurs emplois. Hués et pétards ont accueilli les actionnaires, sortis de leurs belles voitures. « *Le groupe Gascogne aux salariés, pas aux banquiers* », criaient les manifestants. Il est intolérable que les banques et quelques familles d'actionnaires décident de la vie de milliers d'ouvriers dans le huis-clos de leurs réunions.

Correspondant LO

• TFN - Centrale du Tricastin (Drôme)

Non à la dégradation des conditions de travail !

Le 31 mai, les travailleuses du nettoyage du site Areva du Tricastin ont débrayé en début de poste, dénonçant la dégradation de leurs conditions de travail depuis leur reprise par TFN, le 1^{er} février. Comme à chaque appel d'offres, le nouveau patron sous-traitant essaie de réduire les coûts au détriment des salariés.

Certains chantiers ont déjà vu le nombre de postes diminuer d'un tiers et la surface à nettoyer en une heure passer de 180 à 240 m². Partout c'est

le harcèlement et le chantage au licenciement pour faire accepter des mutations et l'augmentation de la charge de travail. À cela s'ajoute le non-paiement du lundi de Pentecôte, conservé jusque-là.

Outre le retour à la situation d'avant la reprise par TFN, les salariées réclament l'embauche de personnel pour remplacer les absents pour congé ou maladie, ce que la direction de TFN refuse de faire.

Malgré l'embouteillage provoqué par la distribution

de tracts aux entrées du site, beaucoup de témoignages de sympathie et d'encouragements sont venus des salariés d'Areva arrivant au travail, envers ces collègues qu'ils côtoient depuis de nombreuses années.

Car derrière TFN, il y a Areva qui aurait largement de quoi assurer des conditions dignes à tous les travailleurs du site. Aussi les travailleuses de TFN ont bien l'intention de ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

• Castel Régina – Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine)

Coup de colère

À l'annonce de la suppression de leur prime d'intéressement, les salariées de la maison de retraite Castel Régina de Bourg-la-Reine ont protesté en signant, à la quasi-totalité du personnel, une pétition demandant le paiement de la prime au moins au niveau de l'an dernier, car l'établissement a fait au moins, d'après la direction, 60 000 euros de bénéfices.

C'était la colère parmi le personnel, car tous les jours c'est la course pour s'occuper des résidents, le sous-effectif est chronique, les CDD à répétition la règle, afin de maintenir le seuil de travailleurs en

dessous de 50 ! Et il a fallu trimmer encore plus pour que la direction puisse se vanter de la certification de l'établissement, tout cela pour des salaires qui tournent autour de 1 300 euros net.

Toute la semaine la colère a monté, avant que l'équipe de jour ne décide d'arrêter le travail dès 7 heures 30, samedi 2 juin, journée porte ouverte dans l'établissement.

Le directeur présent avait déjà fait la veille la proposition d'une prime de 200 euros net pour tous. Mais devant le personnel en grève devant l'établissement, il a passé sa proposition

à 300 puis 400 euros à verser sur la paie de juin.

Ne voulant pas laisser les résidents sans soins, le personnel a décidé de reprendre le travail, mais avec des badges et leurs revendications affichées sur leur blouse, et surtout en distribuant des tracts aux parents en visite. L'accueil a été bon, les parents comprenant les raisons de la colère du personnel.

Mais toutes les revendications sont loin d'être acquises, aussi tout le personnel reste mobilisé pour le 8 juin, jour des négociations.

Correspondant LO

• Écoles primaires et maternelles de Pantin

Les ATSEM en lutte

Depuis le 18 avril, le personnel des écoles primaires et maternelles de Pantin, avec le soutien de la CGT, fait des arrêts de travail deux jours par semaine, de 11 heures à 13 heures, pour protester contre les surcharges de travail.

Ces travailleurs sont en majorité des femmes. Elles sont ATSEM (agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles). Dans le primaire, elles sont agents de restauration, d'entretien. Elles aident les institutrices, encadrent les enfants au moment des repas et se chargent du nettoyage de la cantine et de la vaisselle. Dans le primaire, elles sont chargées de l'entretien et du ménage des classes et de l'école. Les agents de restauration, eux, assurent la cantine tandis que les hommes de cour nettoient

les cours, les gymnases et participent à la plonge. À cela s'ajoute, en juillet et août lors des vacances, le décapage de toutes les classes.

La charge de travail est très lourde du fait d'un effectif insuffisant et du non-remplacement des absents et des personnes en longue maladie, des départs à la retraite pas remplacés non plus. Et pour couronner le tout, dans le primaire, l'horaire est passé pour toutes de 35 heures à 37 heures et demie, alors qu'il aurait plutôt fallu embaucher. Et tout cela pour un salaire du niveau du smic plus quelques primes. Les travailleuses mettent donc aussi à l'ordre du jour l'augmentation des rémunérations.

Les enseignants sont solidaires et les parents d'élèves, qu'elles côtoient tous les jours

et qui voient la surcharge de travail s'accumuler, le sont aussi. Durant les jours de débrayages, les enfants doivent manger des pique-nique fournis par les parents.

Le directeur général des services a essayé d'intimider les grévistes en leur envoyant un courrier, « à la demande de monsieur le maire, Bertrand Kern » (PS), rappelant que la règle appliquée en matière de grève est le non-paiement des jours (écrit en gras dans la lettre).

« On fait grève parce qu'on n'en peut plus de faire le travail de quatre toute l'année et jouer les déménageurs aux gros bras au moment du décapage », dénoncent les grévistes. Alors, il faut embaucher et, en attendant, la lutte continue !

Correspondant LO

• STMicroelectronics – Rousset et Crolles

Nanotechnologie et gros sabots

La direction de STMicroelectronics (production de puces électroniques) avait décidé de clore les négociations salariales le 27 mars, ce qui n'a pas été du goût des salariés opérateurs et techniciens des usines de Crolles (Isère) et de Rousset (Bouches-du-Rhône). Ils ont alors commencé des débrayages et des grèves qui ont contraint la direction le 13 avril à accorder 70 euros d'augmentation générale. Cette somme représente pour les plus bas salaires plus du double de ce que proposait la direction.

N'ayant pas « digéré » d'avoir dû céder sous la contrainte, celle-ci a décidé de s'attaquer à un salarié délégué CGT, un des principaux animateurs de la grève à Rousset. Le 16 mai, elle a convoqué ce militant pour entretien préalable avant licenciement, en l'accusant d'avoir eu un comportement

violent dans les locaux de la DRH et d'avoir bousculé une salariée enceinte travaillant à la DRH le 29 mars. Il s'avère que la salariée concernée n'avait signalé cet incident que le 27 avril...

Des rassemblements de soutien ont été organisés par l'UL CGT de Gardanne, ville proche de Rousset, ainsi que des débrayages dans l'usine de Rousset. Des pétitions de soutien ont aussi été signées à Crolles, ainsi qu'à Grenoble, site STMicroelectronics dont la plupart des salariés sont des cadres.

L'inspection du travail doit maintenant se prononcer sur le licenciement de ce délégué. Les salariés ne peuvent qu'en être solidaires car à travers lui, c'est au mouvement de grève et à ce qu'il a pu obtenir que cette direction, aux méthodes répressives, veut s'attaquer.

Correspondant LO

• Camiva – Saint-Alban-Leyse (Savoie)

Fiat-Iveco campe sur ses positions



La direction du groupe Camiva veut fermer le site de Saint-Alban-Leyse qui produit des véhicules de lutte contre les incendies, dont des camions-échelle, et supprimer les 171 emplois, ne proposant aux salariés que des mutations sur des sites éloignés de Chambéry. Face à ces menaces, le syndicat CGT a appelé à un nouveau rassemblement de soutien, le vendredi 1^{er} juin, devant la Préfecture de la Savoie. Plusieurs centaines de travailleurs étaient présents.

Le syndicat CGT met en

avant la reprise du site par Renault Trucks car Camiva appartenait au groupe Renault jusqu'en 1997. Il demande la réunion d'une table ronde avec les représentants du gouvernement, de Fiat et de travailleurs pour présenter un plan de reprise qu'il juge opportun et réaliste.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement, par la voix du préfet, est resté silencieux. Nul doute que les travailleurs devront parler plus fort pour exiger qu'aucun d'entre eux ne reste sur le carreau.

Correspondant LO

• Emploi

Montebourg s'en va-t-en guerre....

Montebourg, le ministre du Redressement productif, se veut le ministre de la « reconquête » des emplois industriels perdus, du moins « de ceux qui peuvent l'être » comme il l'a expliqué dans son interview au journal *Le Monde*.

À la question « comment faire ? », il répond au journaliste : « Je lance un appel aux chefs d'entreprise : il est préférable de demander des mesures de soutien bien avant l'apparition des difficultés ». Mesures de soutien ? Le ministre n'est pas

plus explicite mais l'expression fait évidemment penser aux subventions accordées, de gouvernement en gouvernement et de conseil général en conseil régional, aux entreprises grandes et moins grandes sous prétexte de préserver des emplois.

Cette reconquête industrielle « procédera d'un échange possible de concessions réciproques ». Les patrons des entreprises aux rentabilités « flamboyantes » « doivent pouvoir accepter des mesures de limitation des abus » et pour

les grands groupes, comme Lafarge dans l'Yonne ou Rio Tinto à Saint-Jean-de-Maurienne, qui ferment des usines rentables mais pas assez au goût de leurs actionnaires, il faut mettre en place « un mécanisme permettant la vente par voie judiciaire à un repreneur au prix du marché, sans spoliation ». Que faire s'il n'y a pas de repreneur ? Et si le propriétaire hurle à la spoliation ?

Certaines grandes sociétés seraient-elles tentées de « délocaliser » leur direction pour

éviter à leurs directeurs d'être taxés à 75 % sur la part de leurs revenus dépassant le million d'euros ? Montebourg fait appel à « leur patriotisme économique » car c'est « le moment de l'entraide nationale ». Peut-on vraiment le croire naïf au point de tabler sur « le patriotisme économique » du patronat, sauf à l'encourager par des espèces sonnantes et trébuchantes ?

On ne peut pas encore juger le gouvernement sur ses actes, et Montebourg pas davantage, d'autant plus qu'il renvoie le

traitement de ces problèmes à la conférence sociale prévue pour la mi-juillet. Mais on peut le juger sur ses déclarations et elles sont on ne peut plus soucieuses de ne pas contraindre les patrons en quoi que ce soit.

Montebourg dit avoir conçu, pour parer à l'urgence de la situation de l'emploi, une « cellule façon commando ». Rien que cela ! Le titre est ronflant mais les armes sont bien désamorcées dès le départ.

Sylvie MARÉCHAL

• Rwanda

Le massacre de 1994 et les complicités françaises

Un inventaire des armements détenus par l'armée du Rwanda, rédigé le 6 avril 1994 par la mission d'observation de l'ONU au Rwanda, vient d'être exhumé par une journaliste britannique. Quinze missiles français y figurent. Un nouveau démenti est ainsi apporté aux affirmations du gouvernement français de l'époque, qui furent admises sans sourciller par le juge d'instruction chargé officiellement d'une première enquête. Selon cette version, l'armée rwandaise ne disposant pas de missile susceptible d'avoir atteint, ce jour-là, l'avion du président Habyarimana, ne pouvait pas être impliquée dans cet attentat.

L'hypothèse la plus vraisemblable, à savoir que l'attentat contre Habyarimana ait été organisé par des forces armées de son propre camp, se trouve donc une nouvelle fois avérée.



Mais au-delà de la polémique sur l'existence ou pas de ces missiles, il y a la certitude que le soutien de l'État français n'a pas fait défaut au pouvoir Hutu avant, pendant et après le carnage qui, durant trois mois à partir d'avril 1994, aboutit au massacre de 800 000 à un

million de Tutsis et d'opposants Hutus. Les milices qui ont exterminé à grande échelle toute une population se sont constituées à l'initiative des proches d'Habyarimana et ont été aiguillonnées par la « radio des mille collines », elle aussi créée avec les soutiens de la France.

Cette politique fut l'œuvre d'un gouvernement de cohabitation Mitterrand, président socialiste d'alors, qui était secondé par le secrétaire général de l'Élysée également socialiste Hubert Védrine, tandis que le gouvernement, dirigé par Balladur avec Juppé aux Affaires

étrangères, avec pour chef de cabinet Villepin, était bien évidemment de connivence. Aujourd'hui Védrine, Juppé, Villepin assument encore la responsabilité de cette politique qui visait, dans cette région de l'Afrique, à asseoir l'influence française là où la Belgique avait dû concéder l'indépendance.

Sur la présence française au Rwanda, il n'y eut pas de divergence entre la gauche et la droite. Il ne s'agissait pas de discours, de symboles, ou de gestes par lesquels la gauche cherche à se distinguer de la droite, comme c'est le cas en ce moment. Non, tous étaient d'accord pour défendre, en usant des pires méthodes et des moyens les plus ignobles, les intérêts de l'impérialisme français au prix du massacre de tout un peuple.

Jean SANDAY

• Sucrerie Gardel – Guadeloupe

Les ouvriers reprennent le travail la tête haute

Suite au mouvement de grèves et de manifestations en Guadeloupe de l'année 2009, un accord interprofessionnel sur les salaires, dit accord Bino (de Jacques Bino, militant syndical et membre du LKP, tué le 18 février 2009) avait été signé entre le patronat et les représentants du mouvement. Depuis des mois, dans différents secteurs, les travailleurs réclament l'application immédiate par les entreprises d'une clause de cet accord, dite clause de convertibilité. Pendant trois ans, l'augmentation salariale de 200 euros devait être versée à hauteur de 50 euros par les entreprises, et à hauteur de 150 euros, via le RSTA (Revenu supplémentaire temporaire d'activité), par l'État et les collectivités.

Durant ces trois années, de

fait, ce sont les contribuables et non le patronat qui ont donc financé une partie de l'augmentation de 200 euros. Mais, selon l'article V de l'accord Bino – la clause dite de convertibilité – dont l'application est réclamée par les travailleurs, dès le 1^{er} mars 2012, les patrons devaient prendre en charge l'intégralité du versement des 200 euros et intégrer cette somme dans le salaire de base. Le patronat se refusant à appliquer cette clause, en l'interprétant à son avantage, nombre de travailleurs se sont mis en grève dont ceux de l'usine sucrière Gardel. Un article de *Combat Ouvrier* du 19 mai 2012 relate cette grève :

« Les travailleurs de l'usine Gardel ont repris le travail samedi 5 mai après trois semaines de grève. Dimanche 6, l'usine a

broyé les cannes restées à terre avant la grève et le dimanche suivant les cannes fraîches ont recommencé à entrer. (...) »

Après plusieurs jours de grève, les planteurs de canne ont commencé à faire toutes sortes de pressions pour la reprise du travail. Les agriculteurs que la grève pénalisait ont déversé des cannes dans les rues, tenté de bloquer l'entrée de l'usine, et ont été jusqu'à menacer de représailles les dirigeants du mouvement. Dans cette grève, les ouvriers n'ont pas réussi à proposer une alliance entre eux et les petits planteurs contre l'usurier qui en laissant pourrir le conflit le laissait s'envenimer aussi ! Certains planteurs, les mieux lotis, et d'autres intervenants dans le secteur semblaient s'opposer à cette alliance.

Certains politiciens de

gauche ont essayé de tirer partie de la grève pour tenter d'imposer leur présence dans la réunion de la commission de suivi et d'interprétation de l'accord Bino.

Les ouvriers de Gardel avaient annoncé qu'ils accepteraient l'interprétation de l'article 5 que donnerait la commission. Mais après avoir crié sur tous les tons que cette réunion de la commission était indispensable au plus vite, les patrons ont renvoyé la prochaine réunion d'abord au 24 mai puis finalement au 4 juin. Les ouvriers sont donc dans l'attente de la décision de la commission d'interprétation de l'accord Bino.

La reprise s'est effectuée sur le gain d'améliorations dans le cadre des NAO. Les ouvriers ont obtenu une augmentation

de 2,5 % des salaires, une augmentation de 10 % de la prime de transport, une amélioration de la valeur du ticket restaurant qui passe de 4 à 5 euros, une amélioration de la prime de départ à la retraite qui s'élève à 4 mois et demi du salaire pour un départ après 35 ans de service et 5 mois pour un départ après 40 ans ; l'amélioration de la prime d'ancienneté pour un salarié qui totalise 40 ans de présence dans l'entreprise. Cette prime est revalorisée à 27 % du salaire brut.

Un goût amer demeure parmi les salariés car les 17 jours de grève n'ont pas été négociés. Les ouvriers ont bien conscience que la grève de Gardel aura été le fer de lance de la grève débutée le 10 mai pour l'application de la convertibilité dans plusieurs entreprises. »